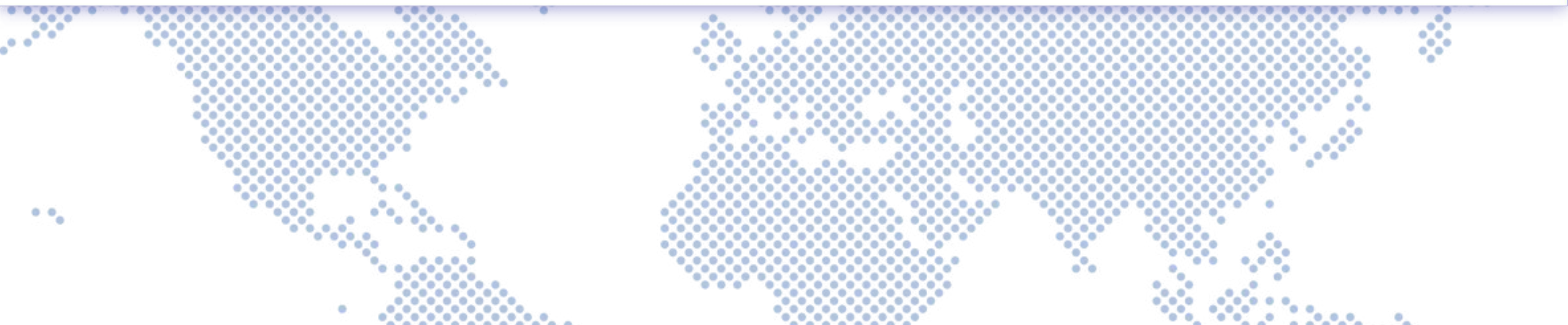


Rapport d'activité **2025**

Pôle Relations experts

Département Coopération bilatérale et
Mobilisation de l'expertise



SOMMAIRE

INTRODUCTIONP.5

LES DISPOSITIFS D'EXPERTS TECHNIQUES INTERNATIONAUX ET EN OUTRE-MERP.13

Le réseau des Experts techniques
internationaux (ETI) en 2025P.15

Le dispositif d'ETI piloté pour le
compte du Ministère de l'Europe et
des Affaires étrangèresP.17

Le dispositif d'ETI piloté pour le compte
de la Direction générale du TrésorP.19

Le dispositif d'ETI piloté pour le compte
de l'Agence française de développementP.21

LES ACTIVITÉS PAR SECTEUR THÉMATIQUEP.23

L'unité Influence économiqueP.25

L'unité GouvernanceP.37

L'unité Continuum éducatif, Culture
et CommunicationP.47

L'unité Santé et Développement
durableP.63

LA VALORISATION DES RÉSEAUX D'EXPERTS TECHNIQUESP.79

PERSPECTIVES POUR 2026P.99

INTRODUCTION

Retour sur l'année 2025



Virginia MANGEMATIN

Responsable du pôle Relations experts

En quelques mots, comment résumeriez-vous l'année 2025 pour le pôle ?

Une année de consolidation et de croissance. Le pôle a accompagné, pour le compte du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), la direction générale du Trésor (DGT) ou encore l'Agence française de développement (AFD), 480 experts et expertes en mission à travers le monde, contre 195 en 2022 : c'est une progression de plus de 146 % en quatre ans. Les femmes représentent 43,5 % des experts déployés au 31 décembre 2025, cette place qui leur est donnée à compétences égales est un point d'attention constant au sein des équipes du pôle qui recrutent et accompagnent les experts. Cette croissance a nécessité de mener de front des activités de recrutement des ETI, d'échanges avec les organismes d'accueil, mais aussi de renforcement et structuration des équipes pour accompagner les expertes et experts dans leur mission. En outre, en 2025, une trentaine de postes d'ETI ont été décentralisés auprès des directions pays d'Expertise France basées aux Comores, Côte d'Ivoire, Guinée, Haïti, République démocratique du Congo, Tunisie et Ukraine facilitant ainsi un accompagnement quotidien des experts au plus près du terrain.

Le pôle s'organise autour de quatre unités thématiques. Que retenir-vous de chacune d'elles pour 2025 ?

L'unité « Influence économique » a géré 99 missions d'expertise en 2025, financées principalement par le MEAE (51,5 %), la DGT (37,4 %) et, dans une moindre mesure, l'AFD (11,1 %). Plus de la moitié des experts interviennent sur des sujets de diplomatie économique, le reste se répartissant entre gouvernance économique et financière, climat et développement durable, ou encore innovation technologique. Ces missions se déploient sur l'ensemble des continents, avec une présence marquée en Afrique et en Europe. Elles ont donné lieu à des résultats concrets tels que la promotion du CETA auprès des acteurs économiques franco-canadiens, l'appui à la stratégie du Fonds Vert pour le Climat, la structuration d'un partenariat spatial franco-américain à Houston, ou encore l'accompagnement du corridor autoroutier nord-sud en Arménie.

L'unité « Gouvernance » a piloté 121 missions en 2025, financées à 62,8 % par le MEAE (inclus les experts nationaux détachés dans les institutions européennes) et à 15,7 % par l'AFD (principalement dans les territoires d'Outre-Mer), le solde provenant des régions françaises et d'autres partenaires. Près des deux tiers des experts interviennent sur la gouvernance démocratique, les autres se répartissant entre affaires politiques et sécurité, gouvernance économique et financière, ou encore les enjeux de genre. L'Europe concentre plus de la moitié des déploiements, suivie de l'Afrique et des Amériques. Citons quelques réalisations marquantes : des missions de chercheur invités au sein de grands think tank, le renforcement de la diplomatie féministe française auprès d'ONU Femmes à Bangkok, ou

encore un projet d'envergure structuré au Monténégro avec l'École régionale d'administration publique.

L'unité « Continuum éducatif, Culture et Sports » a supervisé un portefeuille de 132 expert·e·s, financé à 94,7 % par le MEAE, complété par l'AFD et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Plus de sept experts sur dix interviennent sur le continuum éducatif — enseignement supérieur et recherche, francophonie, éducation de base, formation professionnelle —, le reste se partageant entre industries culturelles et créatives, patrimoine, et sport. L'Afrique concentre la plus grande part des déploiements. L'année a été marquée par des projets structurants comme le développement de la recherche à l'Université franco-azerbaïdjanaise, le lancement du Fonds de développement des Arts et de la Culture au Bénin, la création d'un lycée français à Korçë en Albanie, ou encore une progression de 141 % du nombre d'apprenants du français au Qatar.

Enfin, l'unité « Santé et le Développement durable » a mobilisé 128 experts en 2025, financés à 92 % par le MEAE et à 5,6 % par l'AFD. Près de la moitié des missions relèvent du climat, de l'environnement et du développement durable, tandis que la santé représente près de 40 % des interventions, le reste portant sur l'agriculture durable et la sécurité alimentaire. L'Afrique et l'Europe rassemblent la majorité des déploiements. Les experts ont accompagné des temps forts internationaux comme le Sommet Nutrition for Growth à Paris, la Conférence des Nations unies sur les océans à Nice ou la COP30 au Brésil, tout en menant des missions structurantes : coordination scientifique franco-vietnamienne sur les maladies infectieuses, appui au Centre Pasteur-Fiocruz au Brésil, restructuration du dispositif de résilience alimentaire de la FAO en Syrie, ou modernisation du système de transfusion sanguine au Cameroun.

Comment le pôle valorise-t-il et anime-il ce réseau d'experts ?

L'année a été marquée par la **volonté d'animer très activement le réseau, ou plutôt les réseaux des ETI et de favoriser les synergies entre experts, avec les départements d'Expertise France et les partenaires institutionnels**. Le pôle a ainsi co-animé avec des ETI volontaires, 12 communautés, nées ou consolidées en 2025, sur des sujets d'intérêts communs variés : Gouvernance territoriale, Langue française, ICC - Culture et Patrimoine, Enseignement supérieur, Sport, Franco-X, Balkans occidentaux, Agriculture et sécurité alimentaire, Climat, Energie, Santé mondiale, Genre, Outremer... Nous nous appuyons également sur deux outils structurants : le **portail de mobilisation de l'expertise à l'international**, qui fédère désormais près de 430 expertes et experts, et une lettre d'information mensuelle, diffusée à plus de 2 000 destinataires. Enfin, l'équipe du pôle a organisé des activités sur le terrain, tel le séminaire régional des Balkans occidentaux à Skopje en décembre ou encore la rencontre avec les ETI en marge de l'UNOC 3 à Nice, afin de resserrer toujours plus les liens avec les experts et les organismes d'accueil.

2025 a été une année de forte croissance du dispositif des Experts techniques internationaux et du dispositif des Experts en Outre-mer

Les métiers du pôle Relations experts

Au sein du département Coopération bilatérale et Mobilisation de l'expertise (CBME), les chargées et chargés de projets, accompagnés des assistantes et assistants de projets, travaillent ensemble à l'accompagnement des dispositifs d'Experts techniques internationaux (ETI), Experts nationaux détachés (END) et Experts techniques dans les territoires d'Outre-Mer (ETOM).

Un accompagnement des experts & expertes en 4 étapes

Recrutement > Déploiement > Suivi - animation > Redevabilité

Lors de chaque étape du processus :

- **Les chargés de projet** doivent faire preuve d'adaptation, d'agilité et d'une bonne compréhension des enjeux propres à chaque mission et pays. Tout au long de leur activité, ils travaillent en étroite collaboration avec de nombreux partenaires institutionnels, diplomatiques et techniques, et particulièrement avec les ambassades de France à travers le monde, qui jouent un rôle clé dans l'accompagnement des experts sur le terrain.



« Ce que j'apprécie particulièrement dans ce métier, ce sont les échanges avec les ETI lors des points de suivi et des rapports de mission. Leurs missions illustrent concrètement l'importance de la coopération internationale pour répondre à des défis qui dépassent les frontières nationales. »

Thaïs RIGAUX

Chargée de projet - Unité Santé et Développement durable

- **Les assistants de projet** assurent le suivi administratif et financier du budget alloué aux missions des experts. La diversité des missions et des situations individuelles rencontrées requiert une bonne coordination avec l'équipe et les autres services d'Expertise France. En cela, ils sont au premier plan sur les questions de frais engagés, de sécurité et de voyage, et ont donc un impact fort sur la vie quotidienne des experts en mission.



« Mon expérience ici, c'est avant tout celle d'une équipe animée par un accompagnement de proximité, une grande réactivité et un suivi rigoureux de l'ensemble des demandes. Cela implique une capacité d'adaptation et de transformation continue, afin d'offrir aux experts le meilleur accompagnement possible. »

Laura BORJA ESPITIA,

Assistante de projet - Unité Appui aux missions et Redevabilité

> Recruter

Recruter des experts et des expertes de haut niveau requiert une bonne compréhension des attentes du commanditaire concernant le profil des candidats recherchés : expérience, compétences techniques, savoir-être, capacité d'adaptation, agilité, sensibilité interculturelle, compréhension des enjeux du poste et maîtrise de l'environnement institutionnel. Cela nécessite aussi d'identifier les viviers et réseaux partenaires pertinents pour diffuser l'offre.

> Déployer

Une fois que le commanditaire et le partenaire ont confirmé leur choix, l'équipe assure le déploiement de l'expert : contrat, sûreté, passeport de service, protocoles d'accord avec les organisations d'accueil.

- Le **binôme chargé de projets/assistant de projets** prépare l'expert au départ et l'informe des modalités de suivi et de redevabilité. Une réunion d'instruction est organisée avec le commanditaire afin d'informer l'expert des enjeux et des priorités de la mission. L'expert est mis en réseau avec les directions techniques d'Expertise France et réseaux partenaires, en France et dans le pays de mission.

> Suivre - animer

Le suivi des missions est assuré par l'ensemble du pôle :

- Les **assistants de projets** prennent en charge le suivi financier des missions des experts. Ils préparent les ordres de mission en lien avec la direction de la sécurité des opérations.
- Les **chargés de projets** orientent les experts sur leur positionnement, facilitent leur mise en réseau et sont à l'écoute en cas de difficulté.
- Les **responsables d'unité** travaillent à la structuration de viviers d'experts, au développement des partenariats, animent le réseau, et valorisent les missions des experts en lien avec les chargés de projets.

> Rendre compte

Le pôle Relations experts doit rendre compte du bon déroulement des missions des ETI et de l'utilisation des crédits publics auprès de ses commanditaires.

- À cet effet, les **chargés de projets** prennent connaissance des rapports de mission des ETI et en assurent la diffusion.
- En parallèle, les **assistants de projets** et le **responsable de l'unité Appui et Redevabilité** procèdent au suivi financier de chaque mission et au respect des règles d'éligibilité des dépenses des ETI. Puis ils procèdent à la consolidation financière des données et à l'établissement d'un rapport spécifique à chaque commanditaire.

Carolina BALLESTER
Directrice du Département

Décembre 2025

Virginia MANGEMATIN
Responsable de pôle

Unité **Gouvernance**

Gwenola BRAUD
Responsable

Charbel ALCHIDIAC
Chargé de projets

Solenne COMMUNIER
Chargée de projets

Sarah COULAUD
Chargée de projets

Sandra LAVANANT
Chargée de projets

Siri WÄRBO
Chargée de projets
Remplacement : Axelle GRUSON

Unité **Influence économique**

Faten BOUKHCHANA
Responsable

Tessa BELLE
Chargée de projets

Lucien COLAS
Chargé de projets

Adélaïde HONDRÉ
Chargée de projets

Upinder SHARANJIT
Chargée de projets

Unité **Continuum éducatif, Culture et Sports**

Aurélie COLLADON
Responsable

Vanessa GILLES
Chargée de projets

Yurika KOBAYASHI
Chargée de projets

Léa LAGESSE
Chargée de projets

Sabita MICHARD
Chargée de projets

Mayder MIRANTE-PERE
Chargée de projets

Unité **Santé et Développement durable**

Sulaiman SATARI
Responsable

Hana BEN YOUNÈS
Chargée de projets

Laura BUREAU
Chargée de projets

Madeleine GAL
Chargée de projets

Thaïs RIGAUX
Chargée de projets

Claire VOISINE
Chargée de projets

Samuel ARDOUIN-FUMAT
Responsable administratif et financier

Unité **Appui aux missions et redevabilité**

Khokha AMEZA
Assistante de projets

Ghislain RENOARD
Assistant de projets

Laura BORJA ESPITIA
Assistante de projets

Ruth TCHERO-MOUTOULA
Assistante de projet

Karima IBDRAM
Assistante de projets

Abygaëlla TRÈFLE
Assistante de projets

Naima MAIRI
Assistante de projets

Housman TSIOSA
Assistant de projets

PARTIE I

Les dispositifs d'Experts techniques internationaux et en Outre-mer

Retrouvez un panorama global des experts et une répartition des principaux commanditaires.

Le réseau des experts et des expertes techniques internationaux en 2025

480

experts en mission

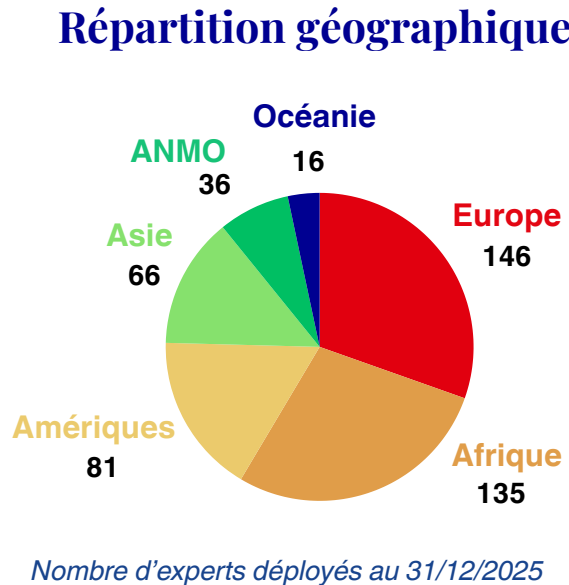
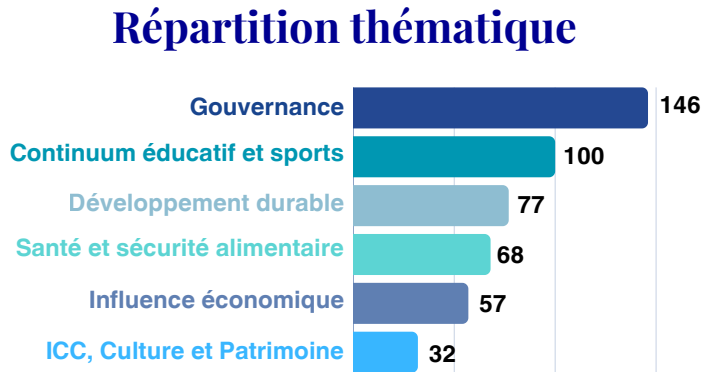
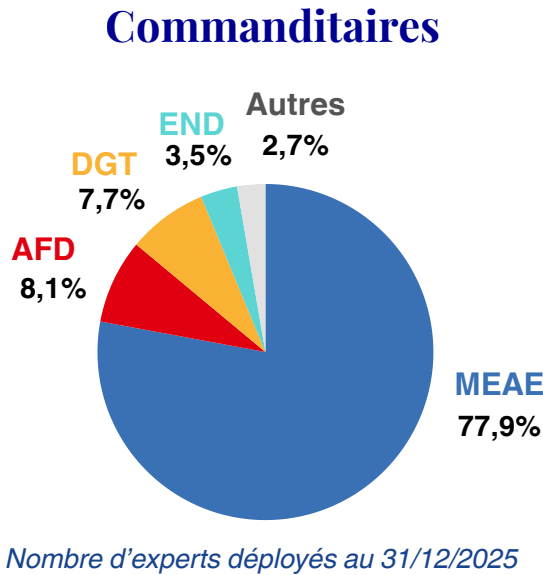
En 2025, le pôle Relations experts a accompagné 480 experts et expertes en mission.

La répartition principale était :

- 374 ETI étaient déployés dans plus de 100 pays pour le compte du **Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères**.
- Parallèlement, les postes financés par **l'Agence Française de Développement** ont continué de progresser avec **39 experts**.
- Le dispositif d'influence économique de la **Direction générale du Trésor** a poursuivi sa consolidation avec **37 experts** en mission.

Les ETI interviennent dans le cadre de missions à forte valeur ajoutée, mobilisant des compétences d'expertise technique, de conseil stratégique, d'influence et de coordination.

Leurs interventions couvrent une grande diversité de thématiques et de zones géographiques. Environ deux tiers des postes sont exercés au sein d'institutions nationales telles que les ministères, les agences publiques, les centres de recherche ou les universités, tandis que les autres relèvent d'organisations multilatérales.



À travers leurs missions, les ETI contribuent à la mise en œuvre de la stratégie française de coopération internationale et au renforcement de l'influence de la France auprès de ses partenaires. Leur action favorise le partage d'expertise, l'accompagnement des politiques publiques et le développement de coopérations durables répondant aux enjeux contemporains.

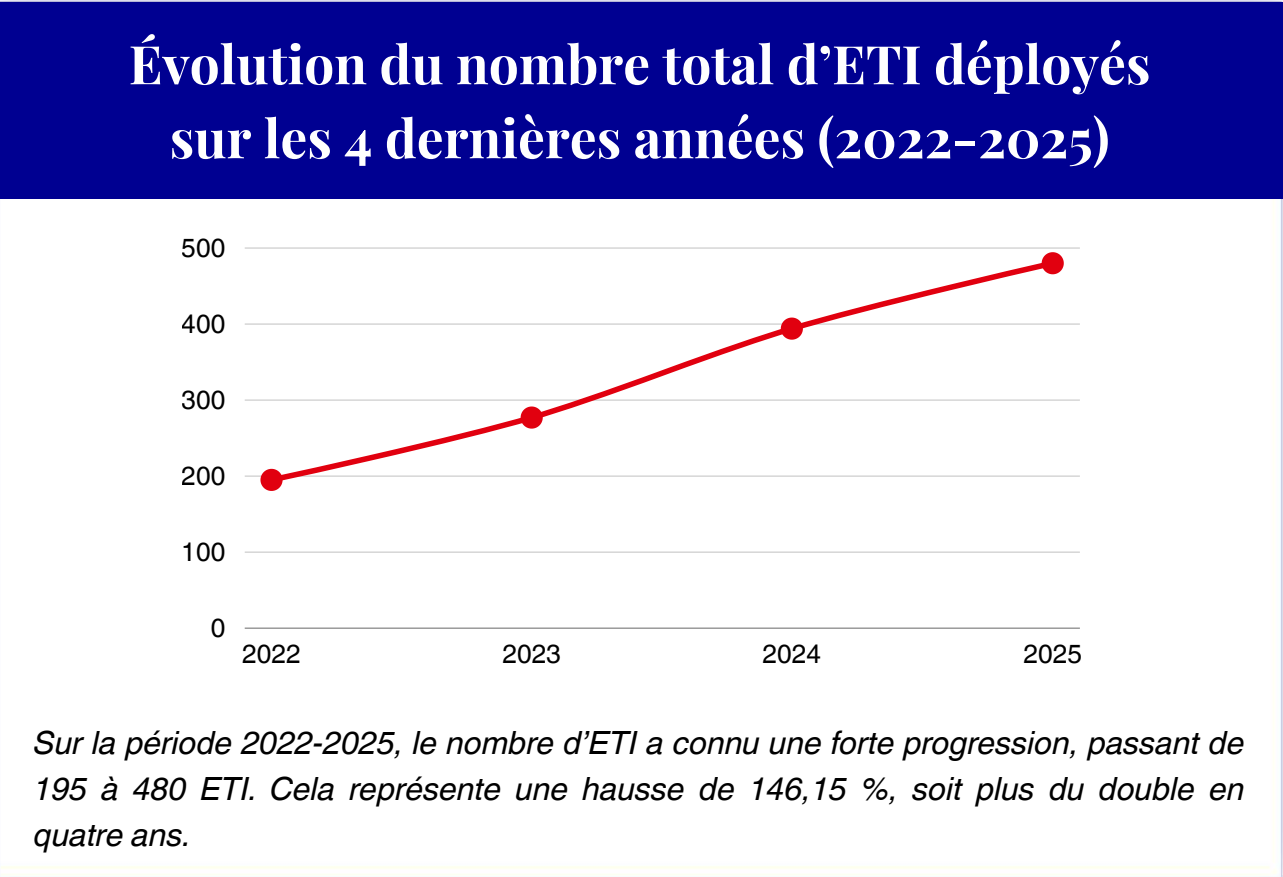
Au 31 décembre 2025, le pôle poursuivait le suivi des missions déployées sur le terrain. Illustrant son fort développement, il a renforcé ses effectifs avec le recrutement de **125 nouveaux experts** en 2025.

Répartition par genre

Les hommes demeurent majoritaires parmi les ETI déployés au 31/12/2025 (56,5 %).
Néanmoins, les expertes en mission en 2025 représentent 43,5 % des ETI.

Femmes 43,5%

Hommes 56,5%



Le dispositif d'Experts techniques internationaux piloté pour le compte du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

374

experts en mission

En 2025, le pôle Relations experts a accompagné 374 experts et expertes en mission pour le compte du MEAE.

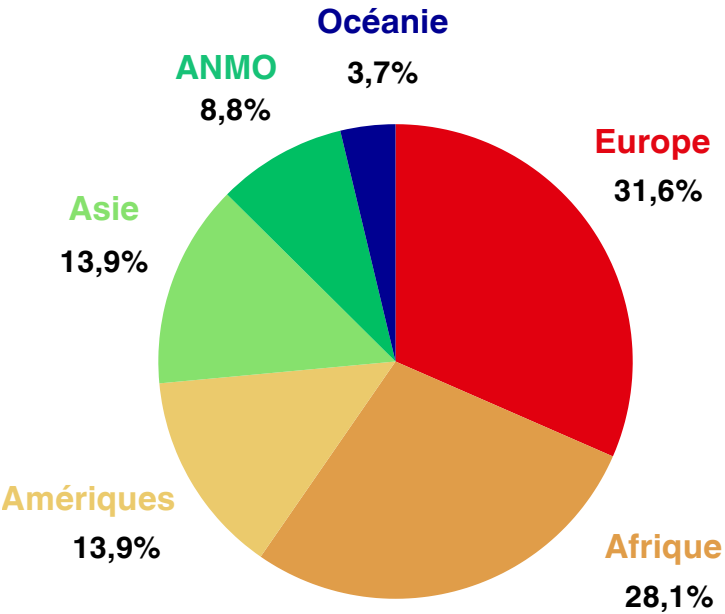
Sur l'année 2025, 374 Experts techniques internationaux étaient déployés pour le compte du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères à travers le monde.

L'objectif de doublement des postes d'ETI commandités par le MEAE a été atteint, ces derniers représentant 78 % de l'ensemble des postes d'experts.

En 2025, les Experts techniques internationaux du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères sont principalement positionnés sur les priorités françaises à l'international :

- Climat, biodiversité et transition écologique
- Santé mondiale et sécurité alimentaire
- Éducation, enseignement supérieur et formation
- Gouvernance, stabilité et États fragiles
- Diplomatie économique (réindustrialisation, investissements, transition énergétique, technologies critiques).

Répartition par zone géographique



Nombre d'experts déployés au 31/12/2025

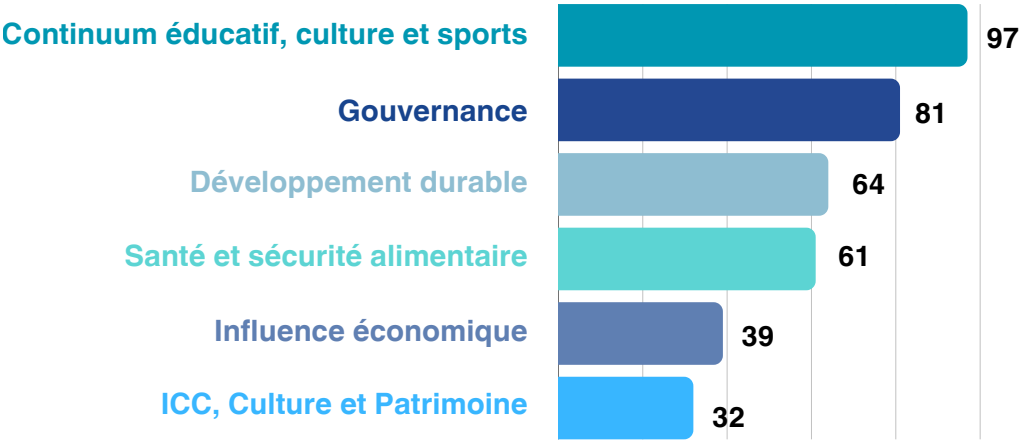
La culture et le sport relèvent davantage de la politique de coopération et de la diplomatie publique.

On observe également une montée en puissance de thématiques émergentes comme les nouvelles énergies, la santé animale, ainsi que les enjeux liés au genre et à la résilience face aux crises globales.

Dans un contexte d'optimisation des ressources, les ETI du dispositif MEAE sont la pierre angulaire de nombreuses actions. L'expertise des ETI sur le terrain permet de mieux orienter les ressources et d'être un relais indispensable de l'influence française.

Géographiquement, l'Europe et l'Afrique représentent les zones où plus de la moitié des ETI sont en mission, avec respectivement 118 et 105 ETI. Cette répartition est stable par rapport à l'année passée.

Répartition par thématique d'intervention



Les ETI du MEAE se répartissent dans quatre catégories principales d'organismes d'accueil :

- **Ministères et administrations étrangères** : c'est le cœur du dispositif historique. L'objectif est de contribuer à l'élaboration des politiques publiques dans le respect des attentes des partenaires et de favoriser le partage de savoir-faire.
- **Organisations internationales** : environ un tiers des ETI y est affecté. Cela traduit la volonté française de contribuer activement au processus de décision dans les enceintes multilatérales telles que l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations unies pour le développement, l'UNESCO, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'Union africaine, l'ASEAN.

- **Universités, centres de recherche et think tanks** : cette catégorie est moins visible mais très stratégique sur les questions de recherche, innovation, enseignement supérieur, francophonie scientifique, diplomatie scientifique.
- **Organismes économiques et financiers** : cette catégorie a le plus progressé récemment - banques centrales, administrations fiscales, autorités de régulation, ministères économiques, banques multilatérales de développement.

« Les ETI sont l'un des bras armés de la politique française en matière de coopération »

Salina GRENET-CATALANO

Directrice des Affaires globales de la Direction générale de la mondialisation, MEAE

Le dispositif d'ETI piloté pour le compte de la Direction générale du Trésor

37

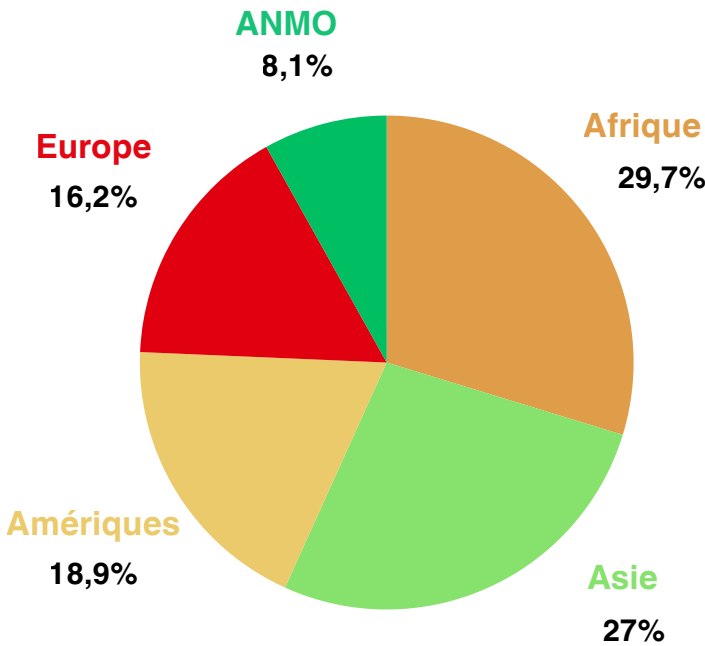
experts en mission

En 2025, le pôle Relations experts a accompagné 37 experts et expertes en mission pour le compte du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Les experts techniques internationaux constituent un levier central de la stratégie d'influence économique de la Direction Générale du Trésor. Déployés au sein d'administrations partenaires, de banques multilatérales de développement et d'organisations internationales, ils permettent à la France de promouvoir ses priorités, valoriser son expertise et accompagner des réformes structurantes au plus près des centres de décision.

La force du dispositif réside dans la combinaison d'une expertise technique reconnue, d'un ancrage durable sur le terrain et d'une capacité d'influence institutionnelle. Contrairement à une assistance ponctuelle, l'ETI agit au quotidien au sein de l'institution hôte, construit des relations de confiance et contribue à faire évoluer les pratiques, les normes et parfois les orientations stratégiques. Il joue également un rôle de passerelle entre les partenaires étrangers et l'ensemble de l'écosystème français de coopération et de diplomatie économique.

Répartition par zone géographique



Nombre d'experts déployés au 31/12/2025

Les ETI poursuivent des objectifs opérationnels précis — accompagnement de réformes, structuration de projets, renforcement des capacités ou amélioration de la gouvernance — mais

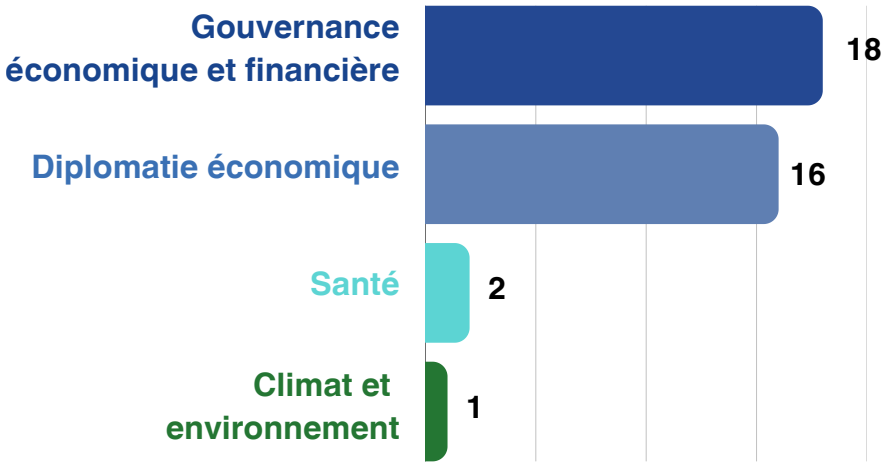
leur impact se mesure surtout dans la durée : transformation des institutions, amélioration de l'environnement des affaires, visibilité accrue de l'expertise française et création d'opportunités pour les entreprises françaises.

Certains résultats obtenus illustrent cette valeur ajoutée. Par exemple : la promotion auprès des opérateurs français de l'accord commercial du CETA (Accord économique et commercial global) avec le Canada dans un contexte de diversification commerciale; le renforcement du positionnement des technologies françaises dans la transition énergétique au Chili ; l'appui à la réforme des entreprises publiques en Éthiopie ; l'accompagnement de la première notation Moody's de la Banque de développement des États d'Afrique centrale ou encore la contribution à l'agenda climat de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures.

Acteurs et actrices de terrain de la diplomatie économique française, les ETI renforcent les relations bilatérales et multilatérales tout en servant de catalyseurs aux autres instruments de coopération (Fonds d'études et d'aide au secteur privé (FASEP), Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences (FEXTE), AFD, Proparco, expertise publique). Leur présence permet d'identifier des besoins, de mobiliser les outils adaptés et de veiller à la cohérence de l'action française.

Dans un contexte budgétaire plus contraint, l'enjeu est désormais de maximiser l'impact stratégique du dispositif et de mieux démontrer sa valeur ajoutée. Cette évaluation reste complexe tant les contextes et les missions diffèrent. Au fond, la réussite d'un ETI se mesure moins à ce qu'il produit directement qu'à ce qu'il rend possible : réformes engagées, partenariats noués, influence renforcée et opportunités créées pour la France.

Répartition par thématique d'intervention



Céline HÉRICHER

Adjointe au chef du bureau des financements directs, DGT/MEFSIN

Le dispositif d'ETI piloté pour le compte de l'Agence française de développement

39

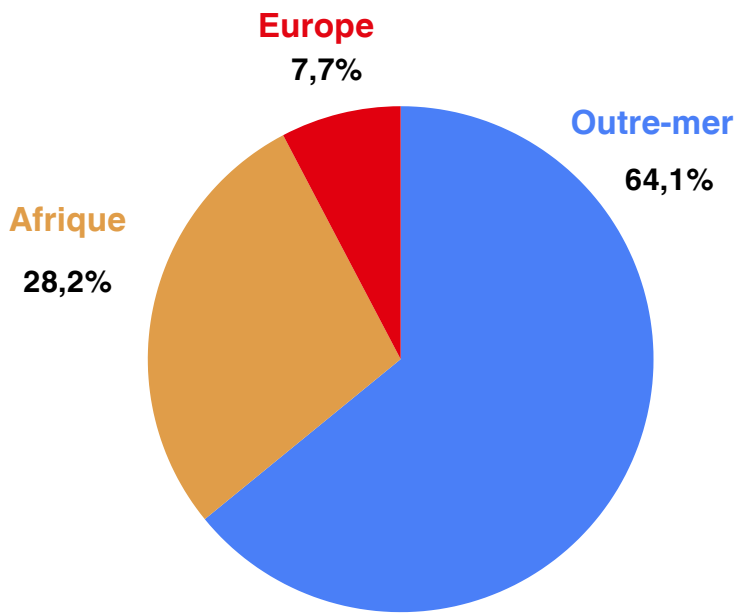
experts en mission

En 2025, le pôle Relations experts a accompagné 39 experts et expertes en mission pour le compte de l'AFD.

Dans les territoires ultramarins, les besoins d'ingénierie publique restent importants. Besoin de ressources humaines sur des secteurs de niche, complexité croissante des projets ou encore fragilités financières de certaines collectivités : autant de réalités qui rendent indispensable un accompagnement technique de long terme, au plus près du terrain. C'est dans ce contexte que l'ouverture du mandat d'Expertise France à l'Outre-mer, décidée lors du Comité interministériel des Outre-mer de 2023, a constitué une avancée pour renforcer les capacités des collectivités et de leurs opérateurs.

Cette deuxième année de déploiement a permis de consolider progressivement le dispositif. En 2025, Expertise France a géré 25 experts techniques dont le déploiement de 10 nouveaux et nouvelles experts sur des profils et géographies variés, comme un expert finances et contrôle de gestion auprès de la commune de Ouangani à Mayotte ou encore un chef de projet en ingénierie publique pour Wallis-et-Futuna.

Répartition par zone géographique



Nombre d'experts déployés au 31/12/2025

Les missions ont par ailleurs suscité un bon niveau de satisfaction de la part des collectivités, comme en témoignent les cinq prolongations demandées et réalisées en 2025.

Au-delà du recrutement et de la gestion des experts techniques, Expertise France a également structuré l'animation du réseau des experts ultramarins.

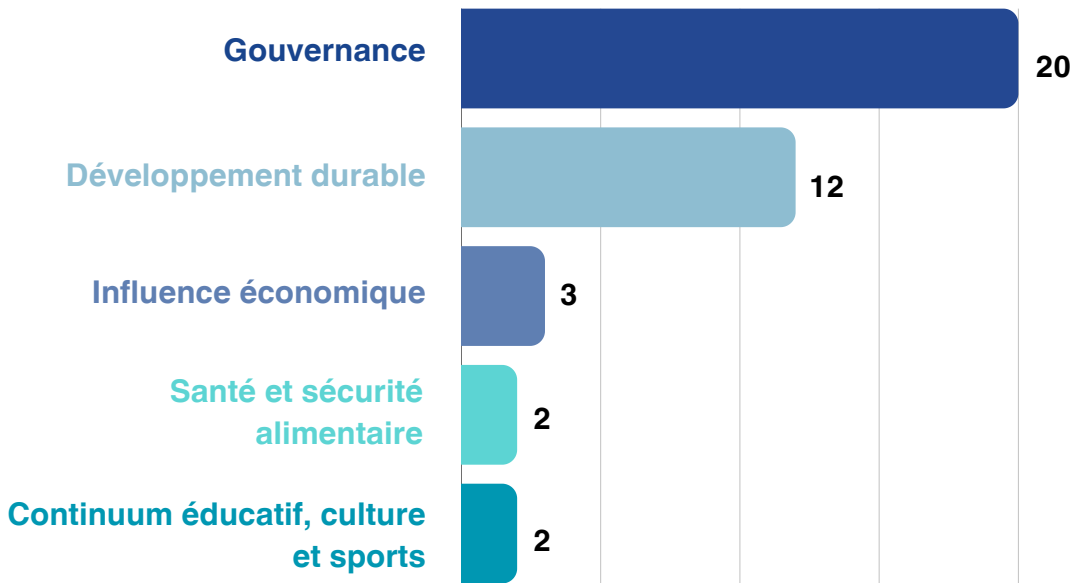
En août 2025, une première session d'échanges dédiée aux Outre-mer a ainsi été organisée à l'occasion des Journées de l'Expertise technique internationale. Cette dynamique s'est poursuivie avec la mise en place de groupes de travail trimestriels consacrés au partage de bonnes pratiques, aux retours d'expérience et aux outils de suivi.

Au-delà des chiffres, ce sont surtout les effets concrets sur les territoires qui montrent la pertinence de l'assistance technique résidentielle. En Martinique, l'accompagnement depuis 2023 par 'un experts technique financier auprès de la commune de Saint-Esprit, dans le cadre d'un COROM*, en est une illustration parlante.

Grâce à cet appui, la situation financière de la commune s'est nettement améliorée: la capacité d'autofinancement nette a été multipliée par quatre, les recettes de fonctionnement ont progressé de 3 M€, la dette sociale a été intégralement apurée et les délais de paiement fortement réduits. Ces résultats ont permis à la collectivité de sortir du dispositif de redressement renforcé.

* Un COROM (Contrat de redressement en Outre-mer) est un dispositif de la Direction Générale des Outre-mer visant à accompagner les collectivités ultramarines en difficulté financière à travers un appui financier et de l'assistance technique.

Répartition par thématique d'intervention



L'année 2026 sera marquée par la question de la pérennisation du mandat d'Expertise France en Outre-mer, qui avait été accordé sur la base d'une période d'expérimentation de trois ans. Au regard des besoins exprimés par les collectivités ultramarines et des retours sur le terrain, la poursuite de ce dispositif apparaît aujourd'hui essentielle pour accompagner durablement les territoires dans leurs trajectoires de transformation et de développement.

PARTIE II

Les activités par secteur thématique

Découvrez les activités des différentes unités grâce aux retours d'expérience des ETI partis en mission, à travers des témoignages, des entretiens et des infographies.

- Unité Influence économique
- Unité Gouvernance
- Unité Continuum éducatif, Culture et Sports
- Unité Santé et Développement durable

Unité “Influence économique”



Faten BOUKHCHANA

Responsable de l'unité Influence économique, Pôle Relations experts

Commanditaires

MEAE : 51,5%

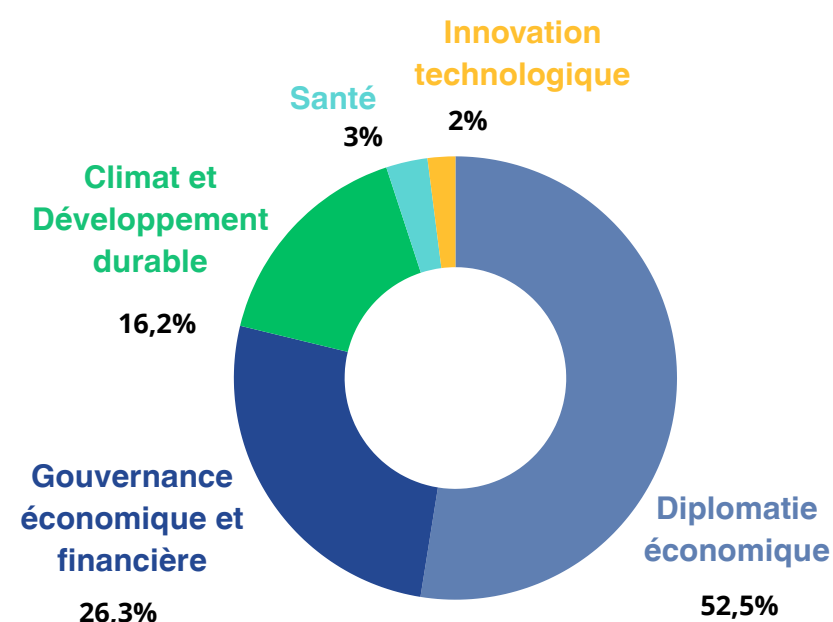
DGT : 37,4%

AFD : 11,1%

En 2025, l'unité influence économique **a géré 99 missions d'expertise à travers le monde en soutien aux priorités françaises** en matière de coopération économique et financière. Ces missions sont financées à la fois par le MEAE mais aussi à travers le dispositif des ETI de la Direction générale du Trésor du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique, ainsi que, dans une moindre mesure, de l'AFD.

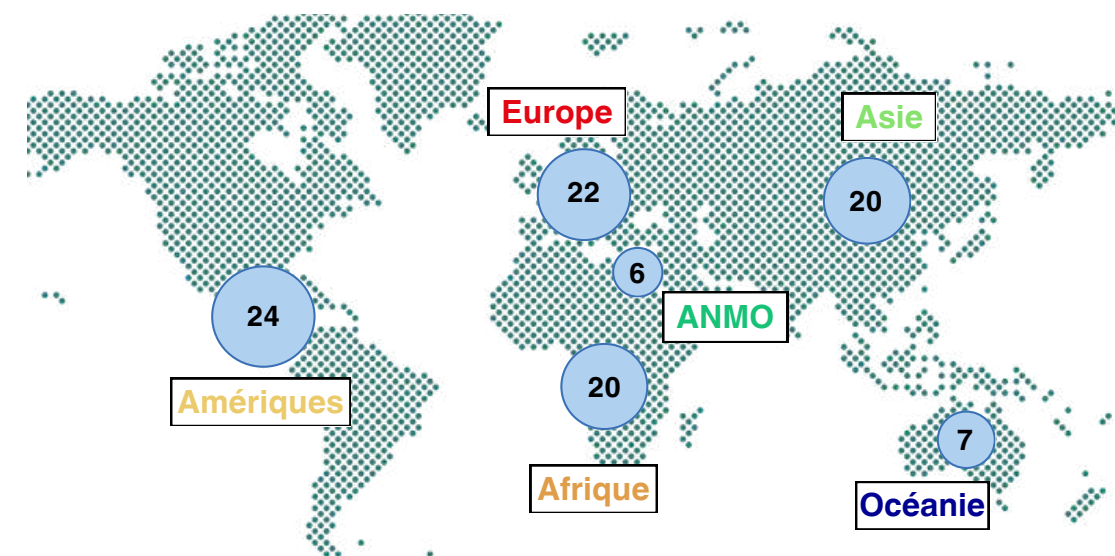
Ces missions participent à l'amélioration des pratiques de gouvernance économique et financière de nos pays partenaires, ainsi qu'à l'appui à l'élaboration de politiques publiques sectorielles pour laquelle la France a un savoir-faire reconnu, notamment à travers son tissu économique (innovation, numérique, énergie, transports, agriculture, etc.). D'autres missions participent également à l'appui aux priorités françaises au sein d'organisations internationales, notamment dans le domaine de la finance verte ou du commerce.

Thématiques d'intervention



Nombre d'experts déployés au 31/12/2025

Géographies d'intervention



Nombre d'experts déployés au 31/12/2025

La dynamique d'animation de réseau portée par le pôle Relations experts s'est notamment traduite au sein de l'unité par l'organisation d'ateliers lors des Journées de l'expertise technique internationale sur la diplomatie économique et la transition énergétique, par la poursuite de l'animation de la communauté d'expertise sur l'énergie, ainsi que par la participation aux Salons Vivatech et Hyvolution.



Fonds Vert pour le Climat (Green Climate Fund) : du soutien à l'investissement à l'appui de la définition de la stratégie

L'appui apporté par Expertise France couvre un large spectre d'activités, en prise directe avec les enjeux et ambitions du GCF en matière de lutte contre le changement climatique.

Après avoir apporté son expertise au développement de l'activité secteur privé, Julien TARIS vient de rejoindre début 2026 la direction de la Stratégie, des Politiques et de l'Innovation pour contribuer à l'élaboration de la stratégie du Green Climate Fund.

Développer les relations avec le secteur privé

Julien TARIS a rejoint le Fonds Vert pour le Climat (GCF) fin 2022 pour contribuer au développement de l'activité en relation avec le secteur privé. Il a ainsi travaillé sur la compatibilité des politiques internes avec les enjeux et spécificités du secteur privé, avec, par exemple, la politique en matière de risques. Il a également conduit le développement des secteurs des énergies renouvelables, des startups, de l'innovation et des technologies climatiques.

Il a assuré la direction de trois investissements pour le GCF :

1) Le [FP240: Collaborative R&DB Programme for Promoting the Innovation of Climate Technopreneurship](#) ;

2) Le [FP287: Novastar Ventures Africa People and Planet Fund III](#) ;

3) Et le [SAP064: "Building Eco-system for Accelerating Contribution to NDC through Climate Innovation Incubation for India \("BEACON INDIA"\)"](#).

Elaborer la stratégie 2028-2031

Julien TARIS contribue à la mobilisation des différentes sources de financement dans le cadre de la Reconstitution du Fonds. Il apporte, par ailleurs, sa connaissance de l'investissement et du secteur privé dans le cadre de l'élaboration de la stratégie pour la période 2028-2031. En effet, la définition de cette feuille de route s'inscrit dans un contexte international évolutif et vise à maintenir la question climatique au cœur des stratégies nationales tout en accroissant la mobilisation du secteur privé.

Julien TARIS

ETI auprès du Fonds Vert pour le Climat (GCF) - Expertise France / MEAE



Crédit : Julien TARIS

↑ L'ETI Julien TARIS devant le logo de l'institution GCF (Green Climate Fund)



« Le dispositif piloté par Expertise France constitue une opportunité pour le GCF, et, plus largement, pour l'ensemble des organisations bénéficiaires, de disposer de ressources complémentaires et d'expertises ciblées sur des sujets stratégiques. L'appui de Julien Taris a permis au GCF d'accélérer les investissements climatiques dans le secteur privé, notamment à travers des instruments et des projets innovants. »

Alain BEAUVILLARD

Directeur de la Stratégie, des Politiques et de l'Innovation du Fonds Vert pour le Climat (GCF)

Coopération franco-américaine dans le New Space

Hugues Wilfrid MBEZAL BOGAM, ETI Spatial "New Space" auprès du Rice Space Institute à Houston - Expertise France / MEAE

1 ENJEUX

- Renforcement de la coopération et accès au marché spatial américain
- Structuration du New Space français à l'international
- Renforcement de la souveraineté et de l'innovation

2 OBJECTIFS

Développer des partenariats France - États-Unis durables et mutuellement bénéfiques
Accélérer l'internationalisation des acteurs français
Favoriser l'innovation conjointe

3 ACTIVITÉS

- Mise en relation entre acteurs académiques, industriels et institutionnels
- Accompagnement de startups et entreprises françaises aux États-Unis
- Animation du programme Texas-France Space Hub

4 RÉUSSITES

Signature de l'accord tripartite CNES / Rice University / Houston Spaceport, fondateur du programme Texas-France Space Hub ;
Création de l'initiative Texas France Space Hub ;
Échange inédit entre astronautes depuis l'ISS et athlètes olympiques en marge des Jeux Olympiques de Paris 2024.

5 CHIFFRES CLÉS

1
programme structurant lancé (Texas-France Space Hub)

+3 ans
de mission au cœur du New Space américain

10+
plusieurs dizaines de partenariats facilités



Crédit : Axiom / NASA



« L'action de Monsieur MBEZAL BOGAM a eu un impact déterminant sur le développement et le rayonnement du Rice Space Institute.

Notre partenariat avec Expertise France, dans le cadre du programme ETI, laissera une empreinte durable faite d'amitié, de collaboration et de réussites partagées. »

Dr. David ALEXANDER OBE

Directeur de Rice Space Institute, et Professeur de Physics and Astronomy

Crédit : Axiom / NASA



France-Canada : une coopération bilatérale renforcée au bénéfice des acteurs économiques

Une mission d'ETI pour promouvoir le CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement)

Depuis septembre 2024, la mission de Jean-Toussaint BATTESTINI vise à renforcer l'utilisation des dispositions du CETA (*Comprehensive Economic and Trade Agreement*) par les acteurs économiques français et canadiens, à travers des travaux de recherche économique et de promotion commerciale.



Des intérêts partagés

La mission de l'expert s'inscrit dans le plan gouvernemental français « Osez l'export » et dans la stratégie de diversification commerciale canadienne, à un moment où les tensions commerciales rappellent l'importance des accords comme le CETA qui garantissent un cadre stable et prévisible aux échanges. La prolongation de cette mission pour deux années supplémentaires témoigne de l'intérêt partagé des deux partenaires, autour de trois axes prioritaires : la coopération réglementaire, une meilleure intégration

des chaînes de valeur et la poursuite de la promotion du CETA auprès des acteurs économiques.

Une activité intense de promotion

L'ETI a animé plus de 80 événements auprès de 4 600 acteurs économiques français et canadiens. En 2025, un tour de France virtuel dans chaque région en partenariat avec la DGDDI a ciblé les TPE et PME néo-exportatrices ; au Canada, les bureaux régionaux des Délégués commerciaux ont constitué le principal relais dans les provinces canadiennes.

Ces actions ont contribué à ancrer la notoriété de l'accord et à renforcer la maîtrise de ses outils par les exportateurs.

Un volet analytique

L'ETI a conduit des travaux visant à identifier les obstacles opérationnels à l'utilisation du CETA par les entreprises et quantifier les gains générés par l'accord pour les exportateurs des deux pays. Ce format d'expertise entre les deux administrations place la mission de cet ETI à l'avant-garde des efforts d'approfondissement de la relation

commerciale franco-canadienne, au service d'une coopération économique bilatérale toujours plus solide face aux incertitudes géopolitiques.

Jean-Toussaint BATTESTINI

ETI Economiste sur le CETA au sein du Bureau de l'Economiste en chef d'Affaires mondiales Canada - Expertise France / DGT



Présentation de l'ETI lors d'un panel sur les intérêts de la diversification commerciale des entreprises de la province du Nouveau-Brunswick, avril 2025

« La mission de coopération France-Canada sur l'AECG/CETA a apporté un appui concret et opérationnel à l'Ambassade du Canada à Paris en renforçant la diffusion de l'information et la compréhension des enjeux liés à l'accord. »

Samuel GENDREAU-BELANGER

Conseiller économique de l'Ambassade du Canada en France, Affaires mondiales Canada

« La mission de l'ETI a permis de combiner recherche économique et promotion commerciale en vue d'une meilleure utilisation du CETA, grâce à son positionnement unique entre les administrations française et canadienne. »

Pierre MOUSSY

Chef du Service économique régional, Ambassade de France à Ottawa

Le corridor autoroutier nord-sud : un projet de connectivité emblématique et géostratégique pour l'Arménie



Régis MENDOLA, ETI Conseiller auprès du Ministère des Infrastructures de la République d'Arménie - Expertise France / MEAE



Quels sont votre positionnement et vos principales responsabilités au sein du ministère ?

Ma formation d'ingénieur et d'expert autoroutier me permet d'être un interlocuteur privilégié du gouvernement arménien en matière de connectivités et de travailler au cœur du projet le plus emblématique d'Arménie depuis la chute de l'Union Soviétique : le corridor autoroutier nord-sud. Il s'agit d'un projet en cours de réalisation qui traverse l'ensemble du pays sur une longueur de 550 km et qui reliera à terme l'Iran à la Géorgie.

Quelle est votre valeur ajoutée concrète dans ce type de projets structurants ?

Positionné au cœur de la maîtrise d'ouvrage, je conseille en permanence la Vice-Ministre. Je facilite l'arrivée du groupe VINCI Construction en Arménie, sur le point de remporter un contrat de 500 M€ pour la construction du tunnel de Bargushat (9km) situé sur le corridor autoroutier nord-sud. Cette réalisation favorisera notamment l'accès de ce pays

aux normes et standards européens en matière de construction d'ouvrages d'art. Ce dossier est suivi en permanence au plus haut niveau de l'Etat.

Que représente cette coopération franco-arménienne à haut niveau pour la suite du projet ?

VINCI Construction a signé un MoU avec le Ministère des Infrastructures arménien en présence du Premier Ministre arménien, Nikol PASHINYAN, et du Président de la République Française, Emmanuel MACRON, à l'occasion de la visite d'État France/Arménie à Erevan le 5 mai 2026.



Crédit : Régis MENDOLA

↑ Entretien avec le Vice Premier Ministre, le 25 octobre 2024



Signature du MoU entre Vinci et le Ministre des Infrastructures, à l'occasion de la visite d'Etat France/Arménie à Erevan, le 5 mai 2026

Crédit : Régis MENDOLA

Crédit : Régis MENDOLA



La coopération scientifique pour le climat : focus Antarctique-Pacifique



Kimberley COULSON, ETI Coordination, Développement et Représentation auprès de l'Association franco-australienne pour la recherche et l'innovation - Expertise France / MEAE

En quoi consiste votre mission ?

Je suis ETI Coordination, Représentation et Développement du réseau AFRAN (Australian-French Association for Research and Innovation). Ma mission est de structurer et développer le réseau, en diversifiant ses financements, en coordonnant ses activités pour en maximiser l'impact et en renforçant son rayonnement.



Crédit : Kimberley COULSON

Pourriez-vous nous parler de l'organisation d'un événement marquant ?

En lien avec l'Ambassade de France et des partenaires australiens, j'ai co-organisé une conférence scientifique de trois jours. J'ai contribué à l'élaboration du programme, à la mobilisation des intervenants et à la coordination logistique et communication en Tasmanie.

Quel était l'objectif principal de cet événement ?

L'événement (6 panels, 4 keynotes, 2 sessions grand public, 1 dialogue stratégique) a réuni plus de 500 participants. Il visait à mettre en lumière le continuum Antarctique-Pacifique, à connecter les chercheurs franco-australiens et à faire émerger des recommandations pour la COP31.

← Session d'échange entre le panel de chercheurs et l'audience - intervention du Dr Amélie MEYER (Université de Tasmanie).



« Les communautés de recherche spécialisées sur l'Antarctique et le Pacifique rassemblent de nombreux chercheurs français et australiens engagés dans des collaborations étroites. Cependant, il est rare que les communautés scientifiques et politiques interagissent.

L'ETI AFRAN a joué un rôle déterminant dans l'organisation de cet événement, d'une importance stratégique pour la coopération franco-australienne. Au nom de l'AFRAN, Kimberley Coulson a travaillé en étroite collaboration avec l'ambassade de France afin de mobiliser des membres du réseau ainsi que de nouveaux intervenants extérieurs. Cette coopération a permis la tenue de journées d'échanges scientifiques, culturels, politiques et diplomatiques particulièrement riches, en prise directe avec les enjeux mondiaux liés au climat. »



Australian-French Association for Research and Innovation

Quels ont été les principaux enseignements tirés de cette expérience ?

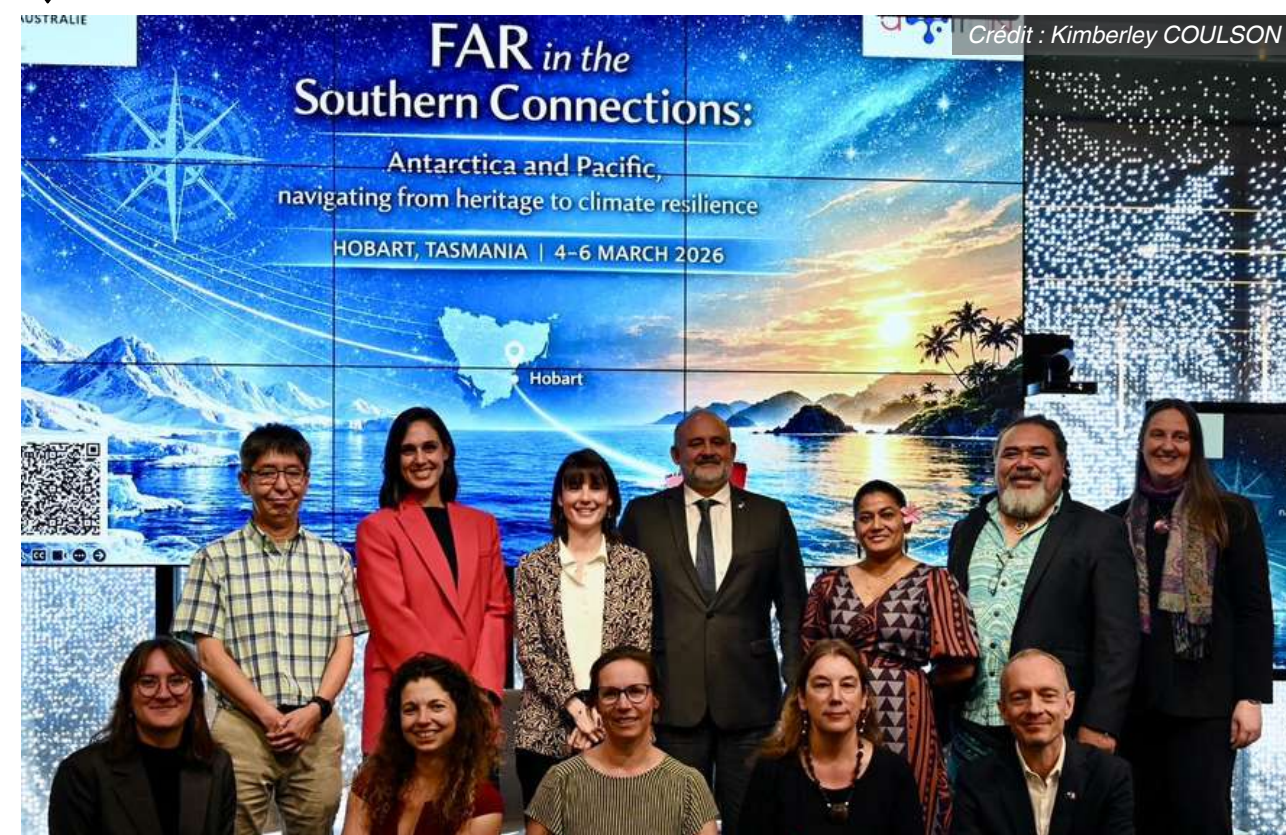
Cette approche du continuum, inédite, s'inscrit entre l'UNOC3 et la COP31. Elle a aussi révélé un manque de plateforme de dialogue entre recherche, industrie et décideurs.

Quels sont vos futurs projets en lien avec ce type d'événement et pour la suite de la mission ?

AFRAN prépare un second volet en Nouvelle-Calédonie, centré sur le Pacifique, comme événement scientifique pré-COP en amont du Sommet du Pacifique à Fidji.



↓ Photo de groupe lors de la 2e journée de l'événement FAR in the Southern Connections



Crédit : Kimberley COULSON

Unité “Gouvernance”



Gwenola BRAUD

Responsable de l'unité Gouvernance, Pôle Relations experts

Commanditaires

MEAE : 62,8%

AFD : 15,7%

END : 14%

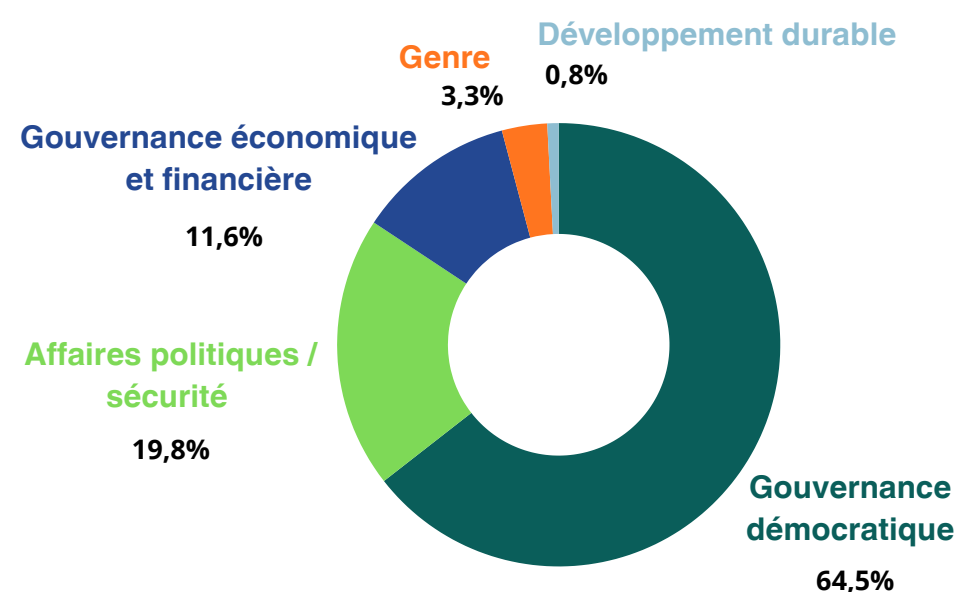
Régions : 5%

Autres : 2,5%

L'unité Gouvernance a géré en 2025 près de **121 missions d'expertise en soutien aux priorités françaises** en matière de gouvernance démocratique : renforcement des institutions et modernisation de l'Etat, soutien à un développement économique et social inclusif, stabilisation des pays partenaires et protection des droits humains.

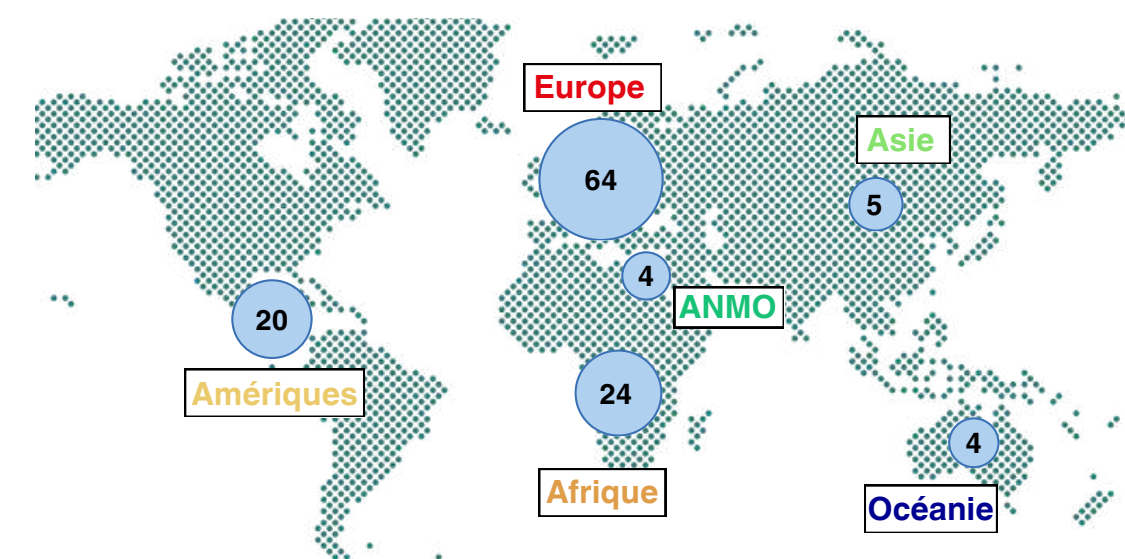
Ces postes relèvent de plusieurs dispositifs financés par le MEAE et l'AFD : experts techniques internationaux, experts nationaux détachés auprès de la Commission européenne, experts techniques déployés au sein de collectivités ultramarines, experts techniques auprès de la Commission de l'Union africaine et chefs de projets pour le compte de Régions françaises.

Thématiques d'intervention



Nombre d'experts déployés au 31/12/2025

Géographies d'intervention



Nombre d'experts déployés au 31/12/2025

L'unité a animé des communautés d'expertise thématique et renforcé les liens entre ces réseaux et les partenaires de l'équipe France en se rendant à Bruxelles, au Forum de l'économie solidaire et sociale de Bordeaux et en organisant un séminaire régional réunissant à Skopje près de 20 experts en poste dans les Balkans occidentaux et la Moldavie avec le MEAE et l'AFD.



Un nouvel horizon de partenariat franco-allemand

Le rôle d'un ETI comme chercheur invité auprès du think tank allemand « Stiftung Wissenschaft und Politik »

Depuis l'été 2025, Elie CAVIGNEAUX travaille au sein de la Direction « Europe » de l'institut allemand d'affaires internationales et de sécurité. Fondé en 1962, SWP-Berlin est l'un des plus grands think tanks européens en sciences politiques, avec un budget annuel de plus de 19 millions d'euros. Il reçoit une subvention institutionnelle votée par le Bundestag. Cinq caractéristiques définissent son activité : rigueur scientifique, indépendance, pluralisme, pertinence politique, confidentialité.

Des projets relatifs aux questions de sécurité intérieure

En lien avec des acteurs français et allemands, l'ETI travaille plus spécifiquement sur des projets de recherche relatifs aux affaires intérieures de l'Union européenne. Plusieurs articles ont été préparés sur Europol, le Parquet européen, la criminalité organisée... L'ETI a participé en octobre 2025 à un débat sur les migrations avec le ministre de l'Intérieur de Saxe. Une présentation a été effectuée au groupe Lyon-Rome du G7 à Lyon, en avril 2026. Il a organisé les 15 et 16 avril derniers le premier séminaire spécialisé en format « Weimar+recherche » sur le trafic de stupéfiants en lien avec la criminalité organisée.

Renforcer les échanges franco-allemands

Ces premiers mois font ressortir l'intérêt de continuer à approfondir les échanges franco-allemands sur des thèmes montants de notre sécurité, au-delà des formats formels ou des discussions bruxelloises.



← Conférence sur le trafic de stupéfiants en format Weimar, le 16 avril 2026

Crédit : Elie CAVIGNEAUX

Elie CAVIGNEAUX

ETI Chercheur invité auprès du Think tank «Stiftung Wissenschaft und Politik» Allemagne - Expertise France / MEAE

« M. Elie CAVIGNEAUX a apporté une contribution très appréciée à nos travaux, au sein de SWP-Berlin, grâce à son expertise, son expérience interministérielle et diplomatique, ainsi qu'à son approche collaborative et ouverte. »

Stiftung Wissenschaft und Politik

Accompagnement de proximité au redressement financier et à la structuration de la gestion de la Ville de Saint-Pierre

Myriam CYANEE, ETI finances publiques et gouvernance territoriale auprès de la Ville de Saint-Pierre en Martinique - Expertise France / AFD



RÉSULTATS APRÈS 6 MOIS :

La mission a engagé un travail de fiabilisation de la dette connue à date, a apporté des éléments factuels utiles à l'analyse financière et soutenu la mise en place d'outils d'aide à la décision dans une logique de co-construction.

« Le regard extérieur apporté a aidé à objectiver les constats et à éclairer les décisions sur des bases plus factuelles. »

M. Jean-Sébastien LUBIN,
Directeur général des services de la Ville de Saint-Pierre

La diplomatie féministe en action : deux ans aux côtés de l'ONU Femmes pour les droits des femmes migrantes en Asie-Pacifique



Vincent VAUDEL, ETI Conseiller technique sénior Genre & Migration auprès de ONU Femmes à Bangkok - Expertise France / MEAE

Quel bilan global tirez-vous de votre mission en tant qu'ETI ?

Un bilan très positif. Nous avons réussi à positionner UN Women comme acteur de référence sur les questions de genre et migration en Asie-Pacifique, dans des forums régionaux majeurs comme l'ASEAN ou le Global Compact on Migration. C'est une reconnaissance qui dépasse ma seule contribution — elle reflète la pertinence de l'approche portée par ONU Femmes et la France.

Quels impacts concrets votre intervention a-t-elle eus ?

L'impact le plus tangible est l'ancrage institutionnel des organisations de défense des droits des femmes dans les mécanismes de gouvernance migratoire régionale. Ce renforcement de capacités, délibérément fondé sur l'apprentissage entre pairs plutôt que sur la transmission descendante d'expertise, a produit un changement de posture durable : de bénéficiaires à actrices du plaidoyer (plus de 50 activistes formées).

En quoi votre mission a-t-elle contribué au renforcement des relations entre partenaires internationaux ?

La mission a consolidé les liens entre ONU Femmes, l'ASEAN, les agences sœurs (OIT, OIM entre autres) et la société civile régionale. La participation au Programme de Travail des Ministres du Travail de l'ASEAN 2026-2030 à Singapour a ouvert des perspectives de collaboration prometteuses, notamment avec les Philippines sur l'économie du "Care".

Quels ont été les principaux défis rencontrés ?

La principale difficulté n'est pas tant technique qu'elle est désormais d'ordre politique : défendre la pertinence du genre comme entrée analytique dans des espaces où cette approche est de plus en plus contestée. L'enseignement que j'en tire : l'évidence des résultats est la meilleure réponse au scepticisme - d'où l'importance de documenter rigoureusement chaque avancée pour mieux convaincre.

Qu'apprenez-vous grâce à cette expérience ?

Travailler aux côtés d'activistes et d'organisations qui défendent les droits des femmes migrantes au quotidien, c'est une école permanente d'humilité et de rigueur. Cette mission m'a aussi appris à penser de manière plus systémique — à voir comment le genre, la migration, le climat et les conflits s'articulent et se renforcent mutuellement. C'est une grille de lecture que j'emporterai dans toute la suite de ma carrière.

« Vincent est un atout inestimable pour l'équipe chargée de l'autonomisation économique des femmes au sein d'ONU Women ROAP. Ce détachement, soutenu par la France, a renforcé les capacités opérationnelles d'ONU Women et approfondi notre collaboration avec des mécanismes régionaux tels que le Forum de l'ASEAN sur la main-d'œuvre migrante (AFML), contribuant ainsi directement à la réalisation de notre programme commun en faveur d'une gouvernance des migrations sensible au genre. »

Nansiri IAMSUK

Spécialiste de programme – Migration et économie des soins – ONU Femmes



Crédit : ONU Femmes ROAP



Crédit : Vincent VAUDEL

Initiative Villes Vertes : pour des villes plus durables et résilientes

Alix FRANCOISE, ETI Conseillère auprès de l'Initiative Villes Vertes de l'organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture - Expertise France / MEAE



OBJECTIF

Lancée en 2020, l'Initiative Villes Vertes vise à rendre les villes plus durables et résilientes, en promouvant de façon intégrée la foresterie, l'agriculture ainsi que la bioéconomie dans la fabrique urbaine.



ACTIVITÉS DE LA MISSION AU SEIN DE L'ORGANISATION

- Appui au développement de l'Initiative et des activités urbaines de la FAO
- Animation du réseau dans un environnement international et multiculturel
- Promouvoir des solutions innovantes et plaider en faveur des infrastructures vertes multifonctionnelles
- Faciliter le lien avec les acteurs français (collectivités, recherche, société civile).

QUEL BILAN DE MISSION ?

- ✓ Mise en avant à l'échelle internationale de l'agenda de l'écologie urbaine à travers le prisme des systèmes agroalimentaires
- ✓ Organisation de la première conférence internationale FAO-ONU-Habitat sur les Villes vertes en octobre 2025



300+

Villes ont rejoint le réseau FAO des Villes vertes.

L'Initiative a pour objectif de mobiliser d'ici 2030 **au moins 1000 villes** afin d'améliorer la santé et le bien-être des habitants à travers des activités opérationnelles.



Crédit : Alix FRANCOISE



Crédit : Alix FRANCOISE



Crédit : Alix FRANCOISE

Une mission stratégique au cœur des transformations publiques

Une ETI auprès de l'Ecole régionale d'Administration publique (ReSPA) au Monténégro

Conseillère régionale placée auprès de ReSPA, le rôle de Caroline SOCIÉ est d'accompagner les réformes administratives dans les Balkans occidentaux, en Moldavie, Ukraine et Arménie. Sa mission se distingue par une approche à la fois opérationnelle et stratégique : identifier des projets à fort impact, mobiliser des financements, valoriser l'expertise française et surtout créer des synergies entre acteurs. Point d'orgue de cette dynamique, l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet soutenu par la France de 400 000€ illustrant la capacité à structurer une action régionale d'envergure.

Moderniser l'action publique, levier de l'intégration européenne

Une administration publique transparente, responsable et efficace est essentielle pour le développement des Etats de la région, mais également une condition fondamentale pour leur intégration à l'Union européenne. L'échange d'expertise promu dans le cadre de cette mission permet de proposer un accompagnement adapté au besoin de renforcement des capacités administratives, enjeu transversal pour tous les secteurs de l'action publique.

Un positionnement régional unique

Au-delà d'un appui technique auprès de ReSPA, le rôle de l'experte consiste à mettre en cohérence des actions soutenues par la France dans la région et à faciliter les liens entre institutions nationales, autorités françaises et partenaires européens.

Caroline SOCIÉ

ETI auprès de l'Ecole régionale d'Administration publique au Monténégro - Expertise France / MEAE



Crédit : ReSPA



« La coopération avec la France s'est développée considérablement depuis l'arrivée au sein de l'équipe de Caroline Socié, qui joue un rôle clé dans cette dynamique. Ce partenariat se traduit par un appui technique, par un soutien à la mobilisation d'expertise d'institutions françaises et par le développement de projets structurants à l'échelle régionale. Il contribue directement à l'établissement d'échanges concrets entre professionnels et à l'ancrage européen de l'organisation ReSPA. »

Ecole Régionale de l'Administration publique (ReSPA)

Lancement du projet "Bridge to EU"



Crédit : ReSPA

Unité “Continuum éducatif, Culture et Sports”



Aurélie COLLADON

Responsable de l'unité Continuum éducatif, Culture et Sports, Pôle Relations experts

Commanditaires

MEAE : 97,7%

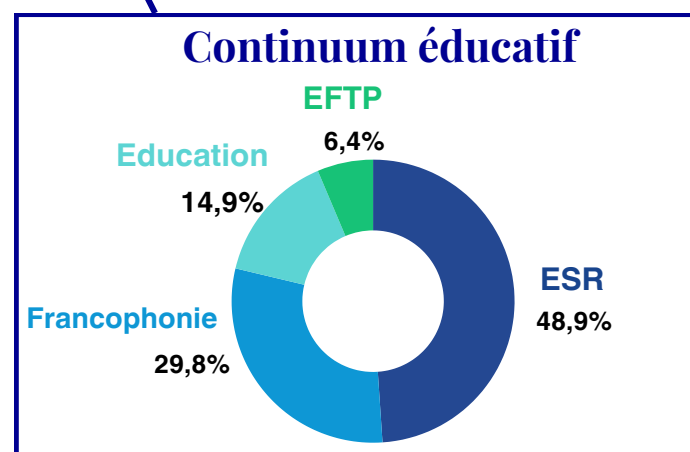
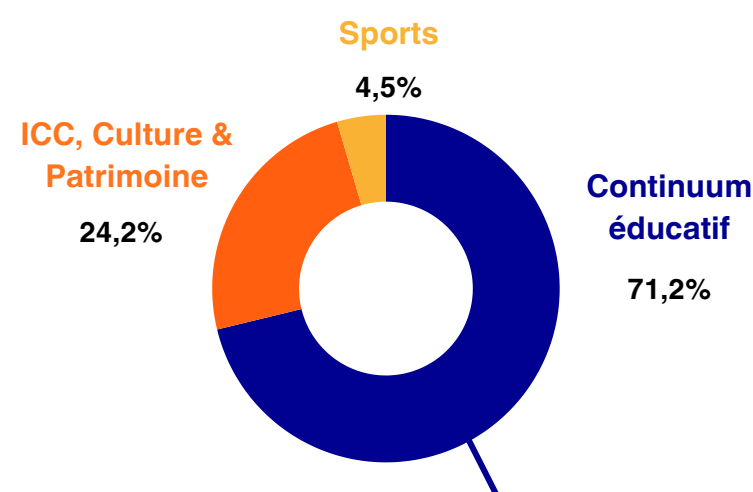
AFD : 1,5%

Autres : 0,8%

En 2025, l'unité a supervisé un portefeuille de **132 experts et expertes** déployés à travers le monde, dans le cadre de projets structurants portés essentiellement par le MEAE et dans une moindre mesure par l'AFD et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace. Ce portefeuille s'inscrit pleinement dans la mise en œuvre des priorités stratégiques internationales du MEAE en matière de coopération éducative, linguistique, culturelle et scientifique.

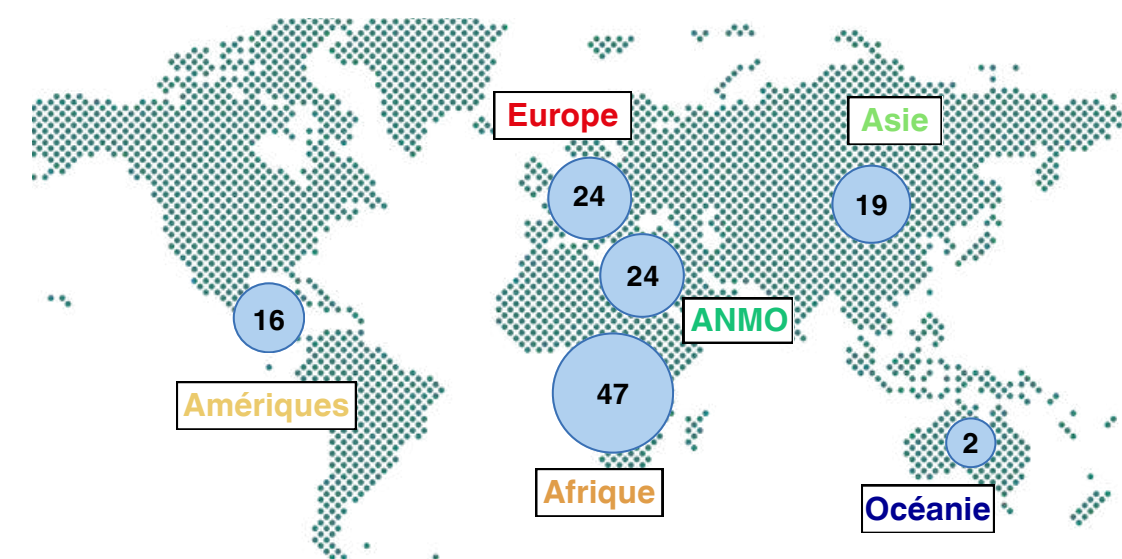
La présence d'experts et d'expertes dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la francophonie, de l'éducation de base et de l'enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP) contribue directement à l'attractivité du modèle éducatif français, notamment en Afrique et dans les pays prioritaires de l'aide publique au développement.

Thématiques d'intervention



Nombre d'experts déployés au 31/12/2025

Géographies d'intervention



Nombre d'experts déployés au 31/12/2025

Les missions dans les domaines de la culture, des ICC et du patrimoine et de la diplomatie sportive traduisent l'effort de la France pour renforcer les capacités locales, encourager l'économie créative et promouvoir le dialogue interculturel, axes majeurs de la diplomatie culturelle.



L'Université franco-azerbaïdjanaise : d'un projet académique à un enjeu scientifique structurant

Dix ans après sa création, l'Université franco-azerbaïdjanaise
entre dans une nouvelle phase de développement

Créée en 2016, l'UFAZ incarne un partenariat académique et scientifique d'excellence entre la France et l'Azerbaïdjan, porté par l'Université de Strasbourg et l'Université du pétrole et de l'Industrie (ASOIU). Dix ans après, l'enjeu n'est plus seulement de former les étudiants, mais de structurer durablement la recherche et les compétences locales.

Une université en pleine maturité

En une décennie, l'UFAZ s'est imposée comme une université complète, de la licence au doctorat, fondée sur la double diplomation. Son modèle repose sur une forte interdisciplinarité, notamment en informatique, chimie, géosciences, génie

Crédit : UFAZ



pétrolier des réservoirs, et récemment dans la gestion des ressources en eau.

Structurer la recherche et accompagner les talents

L'enjeu central est désormais le développement de la recherche : structuration de groupes de recherche, accueil des jeunes docteurs et intégration dans l'écosystème universitaire local. Cela implique un accompagnement renforcé vers l'autonomie scientifique, la mise en réseau avec les laboratoires français et le développement de projets de recherche.



Observations sur le terrain pour les étudiants en
Géosciences



Crédit : UFAZ

Travaux
pratiques
en classe
de chimie

Transfert de compétences et formation

La mission s'appuie sur un transfert de compétences à tous les niveaux : formation des assistants de laboratoire, ingénieurs et enseignants-chercheurs. L'objectif est de faire émerger une nouvelle génération de scientifiques capables d'assurer la relève et de porter le développement scientifique du pays.

**Dr. Martin
GODON**

ETI auprès du Secrétaire général de
l'UFAZ - Expertise France / MEAE

<https://www.ufaz.az/en/>



« Le Secrétaire général de l'UFAZ joue un rôle de pivot essentiel entre l'ensemble des parties prenantes du projet, garantissant un équilibre constant dans le dialogue bilatéral.

Par sa position, il assure une neutralité indispensable et apporte une expertise déterminante dans la conduite des échanges.

L'expérience de **M. Martin Godon**, tant sur le plan linguistique que dans l'organisation de coopérations scientifiques et universitaires, constitue à cet égard un atout particulièrement précieux. »

Dr. Vazeh ASGAROV

Directeur de l'UFAZ, Vice-recteur de l'ASOIU

Le Bénin mise sur les Industries culturelles et créatives comme levier de développement et de rayonnement



Alain LAERON, ETI Conseiller technique auprès de l'Agence de Développement des Arts et de la Culture au Bénin - Expertise France / MEAE

L'écosystème des Industries culturelles et créatives est au cœur du projet de société Bénin 2060 : Alafia, un monde de splendeurs. Le centenaire de l'Indépendance sera l'aboutissement d'un parcours de structuration des filières artistiques, de réalisation de grands chantiers (Quartier Culturel et Créatif, Musées, écoles d'art...) et d'un processus de démocratisation culturelle à l'échelle du pays.

Vous êtes en poste depuis un an et demi, quel bilan global tirez-vous de votre mission en tant qu'ETI ?

Je suis positionné en assistance à l'Agence de Développement des Arts et de la Culture (ADAC). J'ai accompagné cette jeune agence gouvernementale née en 2023 et en pleine évolution, sur les chantiers amorcés par le gouvernement béninois pour renforcer l'écosystème artistique et culturel. Levier de développement, les ICC participent au nouveau narratif de la République béninoise qui réhabilite et valorise son patrimoine immatériel, stimule la création contemporaine et accompagne le rayonnement des œuvres et des artistes au plan national et international.



Quels impacts concrets votre intervention a-t-elle eus ?

Le Directeur Général de l'ADAC, William CODJO, a souhaité que j'intervienne principalement sur la conception et la mise en œuvre du Fonds de développement des Arts et de la Culture (FDAC), principal outil de financement non marchand des ICC. Aujourd'hui, après un processus rigoureux de sélection, 42 projets de création, production et diffusion d'œuvres dans les domaines du cinéma, du théâtre, de la danse, de la musique, du livre et des arts visuels sont en cours de réalisation dans toutes les régions du Bénin.

En quoi votre mission a-t-elle contribué au renforcement des relations entre partenaires internationaux ?

Ce Fonds, qui accompagne la professionnalisation des acteurs des ICC, nourrit le paysage créatif béninois sur lequel intervient également l'Institut français du Bénin. L'accompagnement des projets soutenus renforce les coproductions déjà présentes ou alerte les partenaires sur le potentiel des projets.

Quels ont été les principaux défis rencontrés ?

L'absence d'outil financier a demandé d'adapter ma posture, en me positionnant davantage sur du conseil et de l'animation pour construire progressivement une

légitimité auprès du partenaire. Cela a permis de poser des bases et de faire évoluer les pratiques. A terme, la mise en place de financements dédiés sera un vrai levier pour aller plus loin, notamment sur des actions plus innovantes. L'appui budgétaire de l'Agence française de développement ouvre d'ailleurs des perspectives intéressantes en ce sens.

Qu'apprenez-vous grâce à cette expérience ?

Ce que j'apprends dans cette expérience, c'est que le temps de la gouvernance institutionnelle n'est pas celui des opérateurs. L'enjeu, c'est donc de réussir à faire se rejoindre ces temporalités sur le terrain, ce qui passe par beaucoup d'écoute active et d'ajustement des deux côtés.



La conduite du changement au sein du Sport en Afrique Centrale

Passer de la participation à la performance sportive

Depuis plusieurs années, les institutions sportives africaines cherchent à renforcer leur organisation et à améliorer leurs résultats sur la scène internationale. Cette évolution marque une volonté claire de passer d'une logique centrée principalement sur «la participation/visibilité» à une véritable culture de «la performance sportive/professionnalisation», de proposer une filière d'accès à l'excellence pour une jeunesse imprégnée de la culture sportive.



Crédit : Mounir BARBOUCHI



Crédit : Mounir BARBOUCHI



Crédit : Mounir BARBOUCHI

Accompagner la dynamique

Dans la dynamique des Jeux de Paris 2024, le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France au Gabon a proposé une mission d'expertise sur trois ans, construite autour du renforcement des compétences des acteurs, de la structuration associative et de l'accompagnement des politiques publiques du sport.

ETI/Siège : « Une double expertise » au service des partenaires

À Libreville, la double expertise de l'ETI et les méthodologies d'Expertise France ont permis d'établir un diagnostic précis des besoins en gouvernance, formation, suivi des sportifs et structuration de la performance. Avec un très fort potentiel sportif et humain, l'ETI a su bénéficier de financement du MEAE.

Le groupe « ETI Sport »

Grâce aux échanges réguliers entre ETI Sport, aux travaux menés et au partage d'expériences, cette dynamique a facilité le

transfert de compétences auprès des acteurs de terrain, l'accompagnement des bénéficiaires et la mise en œuvre de projets d'envergure. Ce groupe particulièrement actif et reconnu a su renforcer les liens entre les savoir-faire français et les besoins des structures sportives africaines. Au-delà de la performance, le sport demeure un puissant outil de cohésion sociale, d'éducation et de dialogue entre les peuples.

Mounir BARBOUCHI

ETI Directeur technique Sport & Gouvernance auprès du Comité National Olympique au Gabon - Expertise France / MEAE



Crédit : Mounir BARBOUCHI

↑ Délégation du Gabon aux Jeux d'Alger 2025

Infographie sur la Théorie du Changement au sein du Comité National Olympique du Gabon (CNOG)

La Théorie du Changement au sein du CNOG

Schéma stratégique et actions de la direction technique pour faire évoluer le sport national d'une logique de participation à une logique de performance.

1. POINT DE DÉPART : CONSTAT & VISION



LE DÉFI : UN POTENTIEL SPORTIF À STRUCTURER

Les diagnostics révèlent des parcours d'athlètes fragmentés et un suivi des performances insuffisant.



LA VISION : PASSER DE LA PARTICIPATION À LA PERFORMANCE

L'objectif est une amélioration mesurable et durable des résultats internationaux du Gabon.

LES ACTIONS CLÉS POUR CATALYSER LE CHANGEMENT

ACTIONS CLÉS : CATÉGORISATION DES ATHLÈTES



ACTIONS CLÉS : FORMATION DES CADRES



ACTIONS CLÉS : CONCENTRATION SUR LES DISCIPLINES À FORT POTENTIEL



LA LOGIQUE : si les ressources sont mobilisées et les acteurs engagés... alors les parcours de performance deviendront lisibles, continus et mesurables.

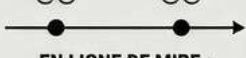
3. HORIZON : RÉSULTATS ATTENDUS & IMPACT



L'IMPACT ATTENDU : DES RÉSULTATS SPORTIFS EN PROGRESSION DURABLE

Créer un environnement sécurisé et performant pour que les athlètes puissent s'épanouir.

DAKAR 2026 LOS ANGELES 2028



EN LIGNE DE MIRE : LES JEUX OLYMPIQUES

Bâtir un système national intégré pour les plus hautes échéances sportives mondiales.

Appui au développement de l'économie bleue dans la baie du Bengale au Bangladesh

Dr. Tonia Astrid CAPUANO, ETI chargée d'étudier les Ressources Minérales, Animales et Végétales de la baie du Bengale auprès du Centre International pour la Gouvernance des Océans - Expertise France / MEAE



ENJEUX

Contexte difficile : instabilité politique, suspicions de corruption et état incertain de la sécurité et de la sûreté maritime. Le pays manque également de navires océanographiques et de personnel qualifié.



Crédit : Tonia Astrid CAPUANO

ACTIVITES

- Enseignement et supervision des étudiants à l'Université de Dhaka
- Accompagnement et soutien institutionnel à leurs ambitions d'études supérieures
- Mise en oeuvre des projets de collaboration scientifique franco-bangladais

OBJECTIFS

- Renforcer les connaissances scientifiques et numériques des chercheurs et étudiants locaux en océanographie.
- Familiariser ces scientifiques avec les produits satellitaires et de réanalyse océanique
- Mobiliser ces outils dans les cours d'enseignement supérieur, ateliers thématiques et conférences nationales



Crédit : Tonia Astrid CAPUANO

REUSSITE

Formation du personnel académique et gouvernemental (plus de 100 personnes) dans la modélisation numérique pour prédire les conditions maritimes et ses propriétés physiques/biogéochimiques dans la partie nord du Golfe.

À Korçë, faire renaître un lycée français pour construire l'avenir



Jérôme LE BARS, ETI pour la création d'un lycée français à Korçë et le renforcement de la francophonie en Albanie - Expertise France / MEAE

Et si un projet éducatif pouvait à la fois faire revivre une histoire et préparer une nouvelle génération à l'Europe de demain ? C'est le pari porté à Korçë, au sud-est de l'Albanie.

Pouvez-vous résumer en quelques mots l'objectif principal de votre mission ?

Ma mission est de contribuer à la création d'un lycée franco-albanais d'excellence, en reconnectant une ville historiquement francophone qui a accueilli un lycée français jusqu'en 1939, avec une ambition éducative tournée vers l'innovation et l'international.

Quel est votre rôle au sein de l'organisme d'accueil ?

Je fais le lien entre visions politiques et réalité opérationnelle : traduire une ambition en projet concret, structuré et crédible, partagé par l'ensemble des partenaires.

Pouvez-vous nous parler d'une réalisation marquante ?

La remise de l'étude de faisabilité a été un moment clé : elle a transformé une intuition en feuille de route, avec des décisions concrètes à la clé.

Y-a-il une réussite dont vous êtes particulièrement fier ?

Oui, la dynamique collective créée autour du projet. Ce qui n'était qu'une idée est aujourd'hui porté au plus haut niveau de l'État albanais.

Quels sont vos objectifs pour la suite de la mission ?

Passer de la vision à l'ouverture effective du lycée, en sécurisant chaque étape : gouvernance, homologation, recrutement et attractivité.



Crédits : Cabinets d'architecte ARCHISPACE / IRI / SPHAERA

Projet architectural du nouveau Lycée français de Korçë

Ancrer durablement le français dans le système scolaire public au Qatar



Priscille LASEMILLANTE, ETI Conseillère pour le développement du français auprès du Ministère de l'Education et de l'Enseignement du Qatar - Expertise France / MEAE

Au Qatar, le développement du français dans l'enseignement public ne relève pas seulement d'un enjeu de langue. Il touche à l'organisation du système éducatif, à la place des langues étrangères dans le curriculum national et, plus largement, à la manière dont se construit une politique linguistique éducative. C'est dans cet espace, à la fois pédagogique, institutionnel et diplomatique, que s'inscrit la mission d'expertise technique conduite auprès du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur (MoEHE).

« Avec le recul, quel bilan global tirez-vous de votre mission en tant qu'ETI ? »

Le bilan fait apparaître un déplacement progressif : celui d'un dispositif encore fragile vers un cadre plus structuré, où la place du français s'inscrit de manière plus nette dans le paysage éducatif national. Au fil des trois dernières années, le travail mené avec les équipes du Ministère a peu à peu dépassé la seule gestion du quotidien pour s'inscrire dans une logique de gouvernance, de planification et de consolidation. L'enjeu ne concernait pas uniquement le français. À travers lui, c'est plus largement la place des deuxièmes langues étrangères dans le système public qui a commencé à être (re)pensée.

Quelles avancées concrètes ont été obtenues sur le terrain ?

Les avancées sont d'abord visibles dans les chiffres : entre la rentrée scolaire 2022-2023 et la rentrée 2025-2026, le nombre d'apprenants a augmenté de 141 %. Mais cette progression ne se résume pas à une hausse des effectifs. Elle s'inscrit dans un travail plus large de rationalisation du programme existant, de renforcement des capacités des enseignants, et d'amélioration progressive des outils de suivi et des critères de recrutement. L'avancée la plus structurante se situe toutefois à un autre niveau : celui du développement d'un cadre de référence pour l'enseignement des langues 3, c'est-à-dire des deuxièmes langues étrangères.



Photo de groupe d'élèves en séjour linguistique en juillet 2025

Crédit : Priscille LASEMILLANTE

Comment cette mission a-t-elle fait évoluer la coopération entre les partenaires ?

La mission a contribué à resserrer le travail entre les autorités éducatives qatariennes, la coopération française et l'Organisation internationale de la Francophonie autour d'un agenda commun. À cet égard, la mise en place d'un comité de pilotage, en mai 2025, a permis de créer un espace de concertation et de suivi qui n'existait pas.

Quels obstacles ont le plus pesés sur votre mission ?

Le principal défi a été d'avancer dans un environnement où la place des deuxièmes langues étrangères demeurait encore instable sur le plan institutionnel.

Une réforme durable suppose un cadre institutionnel clair, des responsabilités mieux identifiées, une continuité dans l'accompagnement, un effort constant de coordination entre les acteurs et la capacité de faire tenir ensemble vision, méthode et durée

En quoi cette expérience a-t-elle transformé votre manière d'aborder la coopération éducative ?

Cette expérience a mis en lumière l'importance du travail partenarial et la place singulière qu'occupe un ETI dans cet équilibre. Cette position intermédiaire permet, dans certains cas, de faciliter les ajustements nécessaires pour que les objectifs partagés puissent se traduire plus concrètement en actions.



Crédit : Priscille LASEMILLANTE



Cérémonie de remise des prix concours d'épopée, en présence de SE Ambassadeur de France au Qatar, M. Arnaud PESCHEUX ; Mme Maryam AL EMADI, Directrice du département de supervision des programmes du MoEHE ; et les représentants des Ambassades du Japon et d'Allemagne au Qatar, en janvier 2026

Crédit : Priscille LASEMILLANTE



Lancement du Comité de pilotage, en présence de SE Ministre de l'Education et de l'Enseignement Supérieur, Mme Lalwa Al Khater ; SE Ambassadeur de France au Qatar, M. Jean-Baptiste FAIVRE ; et SE Levon AMIRJAYAN, Représentant pour le Moyen-Orient de l'Organisation Internationale de la Francophonie

Patrimoine culturel au Pakistan : l'expertise française au cœur de l'action de l'UNESCO

Une experte technique internationale au service de la conservation et de la gouvernance patrimoniales

Depuis 2023, Cristina MENEGAZZI est déployée auprès du Bureau de l'UNESCO à Islamabad en tant qu'Experte Technique Internationale en culture et patrimoine, sur financement du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Un positionnement stratégique à double dimension

La spécificité de cette mission réside dans son positionnement hybride : à la croisée de la coopération bilatérale franco-pakistanaise et du cadre multilatéral de l'UNESCO, l'ETI joue un rôle d'interface entre autorités pakistanaises, partenaires internationaux et institutions françaises. Elle conseille le Bureau de l'UNESCO et le gouvernement pakistanais sur les politiques muséales et patrimoniales, mobilise des financements et contribue à la mise en œuvre des Conventions UNESCO.



Crédit : Cristina MENEGAZZI



Crédit : Cristina MENEGAZZI

Des réalisations concrètes sur le terrain

En trois ans, la mission a produit des résultats structurants : finalisation du Conservation Management Plan du Musée de Lahore, conservation d'urgence du site de Makli (Patrimoine mondial), intégration de la réduction des risques de catastrophe



Crédit : Cristina MENEGAZZI

à Mohenjodaro (Patrimoine mondial), lutte contre le trafic illicite des biens culturels, appui au processus de ratification de la Convention de 2001 pour la protection du patrimoine culturel subaquatique, développement des industries culturelles et créatives, et accompagnement de nouveaux dossiers d'inscription au patrimoine mondial et au patrimoine culturel immatériel.

Vers une coopération franco-pakistanaise renforcée

La mission contribue durablement au rayonnement de l'expertise française, en articulant diplomatie culturelle, appui technique et renforcement des capacités nationales. Elle s'inscrit pleinement dans la dynamique de l'Équipe France au Pakistan, aux côtés de l'Ambassade, du SCAC et de l'AFD.

Cristina MENEGAZZI

ETI Culture et Patrimoine auprès de l'UNESCO Islamabad – Expertise France / MEAE



Crédit : Cristina MENEGAZZI



Coopération franco-indonésienne : soutien à l'enseignement professionnel supérieur

Philippe GRANGÉ, ETI Enseignement technique et Enseignement professionnel supérieur auprès du ministère de l'Education Primaire et Secondaire d'Indonésie - Expertise France / MEAE

ENJEUX

- Avec 60 millions de jeunes de 6 à 18 ans, l'Indonésie compte encore :
- un manque de diplômés niveau Master/Ingénieur
 - une faible productivité horaire
 - et une prépondérance du secteur informel

OBJECTIFS

- Aider l'Indonésie à faire monter en qualité son système d'enseignement

ACTIVITÉS

1. Formation continue des enseignants de lycées professionnels
2. Coopération pour la formation des enseignantes d'école maternelle
3. Projet-pilote "CAP cuisine en apprentissage en France"

CHIFFRES CLÉS

288 millions d'habitants (4e population du monde)
0,45% des Indonésiens sont titulaires d'un diplôme niveau Master en 2023.

RÉUSSITES

Le **Projet-pilote "CAP cuisine, en apprentissage en France"** ouvre la coopération franco-indonésienne en éducation au-delà des formations académiques (LMD). Elle fournit aussi un plaidoyer pour le maintien de l'option langue française dans le secondaire professionnel, et pourrait inciter le ministère de l'Education indonésien à créer quelques filières professionnelles avec alternance.



Crédit : Philippe GRANGE

↑ Écoliers à la pause sortent de l'école et achètent des friandises



Crédit : Philippe GRANGE

↑ Masterclass de cuisine à Jakarta par un enseignant du LP hôtelier de la Rochelle

Crédit : Philippe GRANGE



↑ Evènement langues étrangères, collaboration avec le Centre des langues d'Indonésie

Unité “Santé et Développement Durable”



Sulaiman SATARI

Responsable de l'unité Santé et Développement
Durable, Pôle Relations experts

Commanditaires

MEAE : 92%

AFD : 5,6%

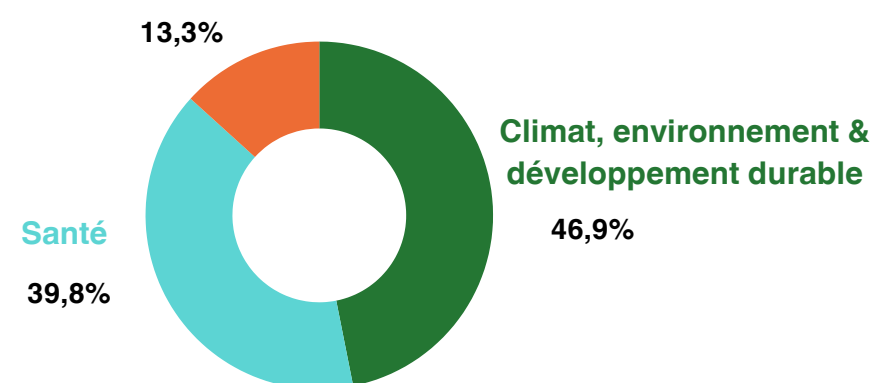
Autres : 2,4%

En 2025, l'unité Santé et Développement durable a consolidé la gestion de son portefeuille d'experts techniques internationaux, répondant à une commande principalement portée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ainsi que l'Agence française de développement. Les **128 experts déployés en 2025** sont mobilisés auprès de structures partenaires variées : banques de développement, agences des Nations unies, organisations internationales et régionales, mais aussi ministères, agences publiques, centres de recherche et think tanks, les instituts Pasteur et les sites partenaires de l'ANRS-MIE. Cette mobilisation s'aligne sur les priorités de la coopération française et reflète l'engagement de la France en faveur de systèmes de santé renforcés, de sociétés résilientes et d'un développement durable.

Dans le cadre de leurs missions, en complément de leurs activités stratégiques et techniques, certains experts ont pris part à des échéances internationales majeures telles que Nutrition for Growth à Paris en mars, la Conférence des Nations unies sur les océans à Nice en juin et la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques au Brésil en novembre. L'unité a accompagné ces experts lors de ces temps forts en facilitant leur participation ainsi que les échanges avec les commanditaires et les équipes d'Expertise France. Les chargées de projets de l'unité se sont également mobilisées pour aller à leur rencontre lors de ces événements.

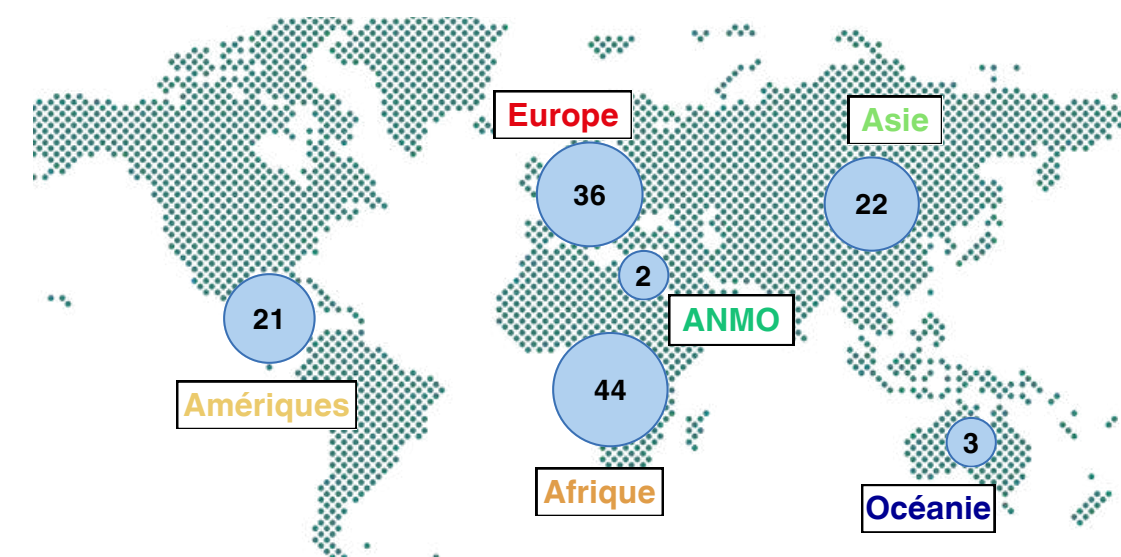
Thématiques d'intervention

Agriculture durable, nutrition
et sécurité alimentaire



Nombre d'experts déployés au 31/12/2025

Géographies d'intervention



Nombre d'experts déployés au 31/12/2025

Enfin, la dynamique d'animation de réseau portée par le pôle Relations experts s'est traduite au sein de l'unité par l'organisation d'ateliers lors des Journées de l'expertise technique internationale, aboutissant au lancement, en fin d'année, de réseaux d'experts dans les domaines de la santé, de l'agriculture durable et de la sécurité alimentaire, ainsi que du climat et de la biodiversité.



Une délégation de Madagascar au Sommet Nutrition for Growth 2025



Alexandra RINALDI, ETI Nutrition à l'Office national de Nutrition de Madagascar - Expertise France / MEAE

À l'occasion du Sommet N4G Paris 2025, l'ETI Alexandra RINALDI a contribué à préparer et accompagner la délégation de haut niveau de Madagascar, composée des Ministres de la Santé et de l'Agriculture et de l'Elevage, de la Secrétaire d'Etat en charge de la Souveraineté Alimentaire auprès de la Présidence et de la Coordinatrice Nationale de l'Office National de la Nutrition.



En quoi consiste votre mission ?

En tant que Conseillère technique, j'apporte un appui transversal dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National d'Actions Multisectorielles pour la Nutrition.

Pouvez-vous nous parler de votre participation au Sommet N4G Paris 2025 ?

Mon rôle s'est structuré en deux temps : la préparation de la participation de la Délégation puis l'accompagnement au Sommet. En amont, Madagascar a accueilli une mission de haut niveau conduite par M. Briec PONT, Envoyé spécial pour la nutrition et Secrétaire général du Sommet, et Mme Afshan KHAN, Coordinatrice mondiale du Mouvement SUN et Secrétaire générale adjointe des Nations Unies. Celle-ci a permis de mobiliser les plus hautes

autorités nationales, notamment le Chef de l'État et le Premier ministre, et d'aboutir à la formulation de six engagements ambitieux. J'ai ensuite accompagné la délégation de haut niveau au Sommet, afin de renforcer la présence de Madagascar dans cet événement d'envergure, d'accroître sa visibilité et d'appuyer les démarches de réseautage et de partenariat.

Quel était l'objectif principal de cet événement ?

Le Sommet a vocation à porter le plaidoyer en faveur de la nutrition au plus haut niveau de la scène internationale et mobiliser les acteurs de tous horizons au travers d'engagements au niveau national pour les pays membres du Mouvement SUN et d'engagements notamment financiers de la part des Etats et organisations.

Quels ont été les principaux enseignements tirés de cette expérience ?

Les principaux enseignements soulignent l'importance d'une mobilisation nationale forte, coordonnée et multisectorielle. Madagascar porte une réelle ambition d'atteindre les objectifs fixés, notamment la réduction de la malnutrition aiguë et chronique. Cette dynamique confirme la nécessité d'un leadership politique fort, d'une coordination renforcée entre les secteurs et d'une meilleure intégration de la nutrition dans les politiques nationales.

Quels sont vos futurs projets ?

Les objectifs sont de maintenir la dynamique engagée en faveur de la nutrition, à la fois au niveau national et

international, afin de renforcer la mobilisation politique, technique et financière. Il s'agit notamment de consolider les partenariats existants, d'en développer de nouveaux et de mobiliser des financements adaptés pour atteindre les objectifs prioritaires de réduction de la malnutrition aiguë et chronique, tout en favorisant une meilleure intégration de l'approche nutrition-climat dans les politiques, les programmes et les mécanismes de coordination.



↓ La délégation malgache au N4G Paris 2025



Crédit : Alexandra RINALDI

Renforcer la coopération scientifique franco-vietnamienne en recherche sur les maladies infectieuses

Le rôle d'une ETI auprès du site partenaire ANRS Maladies infectieuses émergentes Vietnam

Au Vietnam, Dr Ann-Claire GOURINAT est mise à disposition de l'ANRS Maladies infectieuses émergentes. Elle appuie à ce titre la coordination du site partenaire, inscrit dans un partenariat franco-vietnamien engagé depuis 1995. Initialement centré sur la recherche sur le VIH, ce partenariat s'est progressivement élargi aux hépatites virales, à la tuberculose puis, plus récemment, aux maladies infectieuses émergentes.

Une mission d'interface

La mission de l'ETI se situe à l'interface entre coopération scientifique, dialogue institutionnel et appui aux projets. Son positionnement permet de faire le lien entre équipes de recherche, universités, autorités sanitaires et partenaires français, afin de faciliter les collaborations et le suivi des projets.



Crédit : Ann-Claire GOURINAT

Des projets concrets

En 2025, l'ETI a apporté un appui technique sur le projet de recherche DENGAGE, financé par l'Ambassade de France au Vietnam via un FEF-R, dont l'objectif est de mieux comprendre les déterminants de la dengue dans la province de Dak Lak, région particulièrement touchée par cette arbovirose, afin de contribuer au développement d'interventions de lutte adaptées au contexte local.

L'experte a également contribué à l'organisation des Journées scientifiques du site partenaire ANRS MIE Vietnam en mars 2026, un événement ayant permis de valoriser des travaux de recherche menés au Vietnam et dans la région, de favoriser les collaborations et de renforcer la visibilité du partenariat.

Aux côtés du Dr Didier Laureillard, coordinateur du site partenaire ANRS MIE Vietnam, et de Ms Nguyen Thuy Anh de l'Université de Médecine de Hanoi, lors des Journées scientifiques organisées à Hanoi en mars 2026.



Crédit : Ann-Claire GOURINAT

Signature du protocole d'accord entre l'ANRS MIE et l'Université de Médecine et de Pharmacie de Hai Phong (HPMU), à Hai Phong, en mars 2026.

Dr. Ann-Claire GOURINAT

ETI Coordinatrice adjointe du site partenaire ANRS Maladies Infectieuses Émergentes au Vietnam – Expertise France / MEAE

« Le positionnement d'Ann-Claire Gourinat comme ETI auprès du site partenaire ANRS | MIE Vietnam constitue un levier structurant pour la coopération scientifique franco-vietnamienne en santé. Héritier d'une présence française engagée depuis plusieurs décennies au Vietnam dans la lutte contre le VIH, le partenariat développé par l'ANRS, marqué notamment par l'implication historique de la Pr. Françoise Barré-Sinoussi dès la fin des années 80, a contribué à structurer des collaborations durables entre équipes françaises et vietnamiennes.

Elle permet d'accompagner l'évolution du partenariat vers des thématiques désormais prioritaires pour le Vietnam,

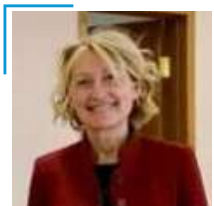
telles que la prévention, la surveillance et le contrôle de la dengue, des arboviroses et des virus émergents, en cohérence avec les besoins sanitaires du pays et les orientations françaises en santé mondiale.

Le succès de l'édition 2026 des Journées scientifiques ANRS | MIE à Hanoi illustre pleinement cette valeur ajoutée et ouvre la voie à des perspectives de coopération renforcées entre partenaires français, vietnamiens et régionaux. »

M. Gilles ANGLES

Attaché de coopération, Santé et Développement social

Entre observation et action : le quotidien d'un ETI en ministère



Dr. Laurence TERZAN, ETI Conseillère auprès de la Ministre de la Santé en Arménie - Expertise France / MEAE

D'après vous, quelles sont les spécificités d'une mission d'ETI au sein d'un ministère?

Chaque mission étant spécifique, elle doit s'adapter au contexte local, aux acteurs et aux dynamiques institutionnelles. L'arrivée au sein d'un ministère constitue une phase de transition pour l'ensemble des parties. Même lorsque les attentes sont clairement définies, les premiers mois doivent être envisagés comme une période d'observation mutuelle.

Pourquoi cette phase d'observation est-elle essentielle à la réussite de la mission ?

Des difficultés peuvent apparaître : conditions matérielles imparfaites, accès limité aux décideurs ou intégration progressive via des relais intermédiaires. Les premières missions confiées peuvent également faire office de test. Ces éléments nécessitent recul et bienveillance, ainsi qu'une définition rapide d'objectifs et d'échéances.

Puis, le travail de l'ETI s'organise soit selon une stratégie "bottom-up", permettant de produire des résultats concrets et de les

valoriser progressivement, soit selon une approche "top-down" favorisant un positionnement plus stratégique.

Comment choisissez-vous entre une approche "bottom-up" et "top-down"?

Le curseur idéal se situe au plus près de l'approche "top-down". En définitive, il est essentiel de s'accorder un temps d'observation permettant de comprendre les dynamiques locales et d'articuler efficacement ces approches.



Couple dans la campagne arménienne

Crédit : Laurence TREZAN

Crédit : Laurence TREZAN



Dr. Laurence TERZAN (gauche) ; Anahit AVANESIANA, Ministre de la Santé en Arménie (centre) ; et Nariné NIKOLYAN, Consule générale d'Arménie à Lyon (droite) au One Health Summit

« La mission du Dr Laurence Terzan en Arménie, en qualité de Conseillère auprès de la Ministre de la Santé, s'est déroulée dans des conditions très satisfaisantes, fondées sur une relation de confiance étroite avec la Ministre, ses équipes et l'Ambassade de France. Elle a joué un rôle notoire de coordination et de conseil auprès des collectivités et leurs opérateurs et différentes ONG qui interviennent dans le domaine de la santé en Arménie »

M. Xavier RICHARD

Conseiller de coopération et d'action culturelle, Ambassade de France en Arménie

Signature d'un protocole d'accord
avec l'Université fédérale du Ceará

TEMOIGNAGE

Le Centre Pasteur-Fiocruz

Un pont scientifique pour renforcer
la coopération en santé entre la France et le Brésil

La création en 2024 du Centre Pasteur-Fiocruz d'immunologie et d'immunothérapie s'inscrit dans une volonté de consolider les bases de la coopération entre l'Institut Pasteur et la Fundação Oswaldo Cruz (Fiocruz). Elle constitue une étape stratégique pour renforcer durablement les capacités de recherche et répondre aux priorités de santé mondiale.

Déployer infrastructures et réseaux
au service de la coopération
scientifique franco-brésilienne

Le Centre Pasteur-Fiocruz vise à produire des connaissances au service du développement d'immunothérapies innovantes, avec des applications cliniques translationnelles, en particulier dans le contexte des systèmes de santé publique. Les principaux projets du Centre portent sur le développement de thérapies avancées fondées sur l'immunologie, appliquées au cancer, aux maladies infectieuses et aux pathologies immunitaires.

Un levier clé aux articulations
diplomatiques, scientifiques et
opérationnelles

Dans ce cadre, la coordination par Caroline PASSAES d'un projet financé par le Fonds Équipe France du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (CRITIA-MIE) contribue à structurer un réseau de recherche collaboratif sur les maladies infectieuses entre la France et le Brésil, tout en renforçant les capacités locales. L'ETI assure la coordination ainsi que le suivi technique, administratif et scientifique

du projet, contribuant à la dynamique Équipe France dans le pays de mission.

Elle participe à l'organisation de colloques scientifiques et d'événements structurants pour le partenariat (Séminaire de la Saison croisée France-Brésil 2025, visites officielles du ministre chargé de la Francophonie et des Relations internationales, de l'ambassadeur de France au Brésil). Elle a également contribué au renforcement des coopérations régionales, notamment à travers la signature d'un protocole d'accord avec l'Université fédérale du Ceará.

Vers une coopération durable en santé

Cette mission permet de développer des partenariats scientifiques et de renforcer le dialogue avec les autorités de santé, ouvrant des perspectives prometteuses pour la coopération. L'experte se dit fière du chemin parcouru et des dynamiques engagées !

Caroline PASSAES

ETI Santé au Centre Pasteur-Fiocruz
d'Immunologie et d'Immunothérapie au
Brésil - Expertise France / MEAE



Credit : Caroline PASSAES

INFOGRAPHIE

Restructuration du Bureau des
Urgences et de la Résilience pour la
lutte contre la faim en Syrie

Patrick PORTES-GAGNOL, ETI Résilience et Sécurité
alimentaire auprès de l'Organisation des Nations Unies pour
l'Alimentation et l'Agriculture en Syrie - Expertise France / MEAE



14
projets supervisés (52M€)
dans 11 pays en 2025

La sécurité alimentaire mondiale traverse une crise
sans précédent :

- conflits prolongés
- chocs économiques et climatiques
- contraction des financements humanitaires

Niveaux records d'insécurité alimentaire aiguë.

ENJEUX

Apporter un appui opérationnel direct aux activités
stratégiques du Bureau des Urgences et de la
Résilience (OER) de la FAO dans les pays les plus
fragiles du monde en termes d'insécurité
alimentaire.

OBJECTIF

1. Élaboration de stratégies et gestion de
programmes en zone sahélienne :

[Programme régional de résilience pour
l'Afrique de l'Ouest et le Sahel \(2024-2030\)](#)

2. Syrie : de l'urgence au relèvement agricole :

[Plan d'Urgence et de Résilience FAO pour la
Syrie \(2026-2028\),](#)

ACTIVITÉS

Missionné par la direction d'OER, Patrick PORTES-
GAGNOL a contribué à la restructuration du bureau
et proposé une organisation rationalisée
(GeoDesks) intégrant une fonction de veille
stratégique pour renforcer l'assurance qualité des
opérations et anticiper les crises émergentes.

RÉUSSITES



Œuvrer à la création d'emplois ruraux verts liés aux forêts naturelles de Zambie



Ophélie ROBINEAU, ETI auprès du Ministère de l'Economie verte et de l'Environnement de Zambie - Expertise France / MEAE



En quoi consiste votre mission ?

L'objectif de ma mission est de soutenir le Département des Forêts zambien (Ministère de l'Économie Verte et de l'Environnement) pour renforcer ses capacités à appuyer le développement de TPE/PME dans le secteur des produits forestiers non ligneux. J'appuie d'une part la formulation de politiques publiques et d'autre part la création d'emplois ruraux liés aux forêts à travers un projet FEXTE (Bush2Business) financé par l'AFD que je coordonne, en partenariat avec l'ONG française Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières.



Crédit : Ophélie ROBINEAU

↑ Formation sur les bases de la littérature financières dans le village de Katibunga dans le cadre du projet Bush2Business, avec l'ONF AVSF, Province de Muchinga



Crédit : Ophélie ROBINEAU

Quels impacts concrets votre intervention a-t-elle eu ?

J'ai appuyé la rédaction de la Stratégie Entreprise du Département des Forêts. Cette stratégie vise à orienter les actions du gouvernement liées au développement des entreprises basées sur l'utilisation durable des ressources forestières. A travers le projet FEXTE, je développe à la fois des outils de formation destinés aux agents de terrain du Département des Forêts, ainsi qu'un modèle de mentorat visant à accompagner les très petites entreprises rurales vers une formalisation de leurs activités et l'accès à des marchés plus rémunérateurs pour les produits issus des forêts (miel, champignons, etc.).

Quels ont été les principaux défis rencontrés et les enseignements que vous en tirez ?

Être basée dans une institution publique locale implique de composer avec des procédures lourdes, une lenteur administrative et des ressources limitées. Cependant, la collaboration étroite avec d'autres organisations (ONG, agences de développement, UE...) permet d'accélérer les actions et d'avoir des avancées concrètes et opérationnelles. En résumé, la clé du succès est le travail en partenariat !



↓ Réunion dans le village de Kaloswé avec le département des Forêts du district de Mpika et l'ONG AVSF, Province de Muchinga



Crédit : Kanembwa MUKOMA



« Depuis son arrivée en octobre 2024, Ophélie Robineau contribue de manière concrète aux activités du Département des Forêts, et particulièrement celles de l'Unité Entreprises. À travers le projet Bush2Business, elle appuie la création d'entreprises dans le secteur des produits forestiers non ligneux, et participe au renforcement des capacités de nos agents de terrain. Elle a apporté également une expertise utile dans la construction de la Stratégie Entreprise du Département.

Elle a aussi organisé un atelier en mars 2025 sur les filières de produits forestiers non ligneux au sein du Département des Forêts, qui a permis de réunir différents acteurs non gouvernementaux et de nourrir des échanges constructifs sur les défis de ces filières. Sa simplicité dans les relations de travail, sa capacité à faire du lien entre les institutions et sa volonté de faire avancer les choses sont très appréciées. »

Joyce MASINJA

Directrice de l'Unité Entreprises du département des Forêts zambien

Appui à la mise en place d'un système national de transfusion sanguine moderne au Cameroun

Stéphan ASSAKO MEBALE, ETI Coordinateur et conseiller des mécanismes et initiatives en matière de transfusion sanguine au sein du ministère de la Santé Publique du Cameroun - Expertise France / MEAE

« Sa présence auprès des autorités nationales en santé et du CNTS a apporté une meilleure visibilité du soutien de la France en Santé au Cameroun dans des échanges constructifs et transparents avec le CRSM mais aussi les différents acteurs en santé (AFD, Initiative, Ambassade de France, EFS et autres). »

M. Christophe VANHECKE

Conseiller Régional en santé mondiale, Ambassade de France à Yaoundé

ENJEUX

- Réduction la mortalité maternelle
- Prise en charge de toutes les situations sanitaires exigeant des produits sanguins sécurisés
- Appui au déploiement opérationnel du Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) en qualité d'Opérateur unique national
- Modernisation du système national de transfusion sanguine

Au Cameroun :



de la demande nationale n'est pas satisfaite

406 décès

pour **100 000 naissances** vivantes

OBJECTIFS

Appuyer les mécanismes et systèmes existants en apportant une expertise sur les prérequis et le suivi de la construction des centres de transfusion sanguine selon les normes et standards internationaux

Organiser la formation du personnel hospitalier sur les techniques de transfusion sanguine

Accompagner le lancement d'un projet pilote de collecte du sang éthique et de marketing social pour le don de sang

Accompagner le ministère de la Santé à établir son plan stratégique national

ACTIVITÉS

Réaliser la Cartographie des organisations de la société civile (OSC) impliquées dans la promotion du don de sang bénévole et dans l'organisation des collectes de sang (mobilisation de 100 000€)

Réaliser le Projet d'Appui au Déploiement Opérationnel du CNTS (2024-2027) (mobilisation de 1,3M€)

Contractualiser l'Etablissement Français du Sang (EFS) pour la formation de 28 personnels clés du CNTS et des CRTS à l'EFS en qualité de « Centre collaborateur OMS »

RÉUSSITES

Valorisation de l'expertise française en transfusion sanguine, en matière de renforcement des capacités des ressources humaines et dans la construction des infrastructures

Mise en œuvre du Projet de Renforcement du Système National de Transfusion Sanguine (PRESYNATS), prévoyant la construction de 5 Centres de Transfusion Sanguine et le renforcement des capacités des ressources humaines (31M€)



Crédit : CNTS

Signature de la convention de financement du Projet de Déploiement Opérationnel du CNTS (PADOC) à la résidence France, entre Eric FLEUTELOT (Directeur technique du Pôle grandes Pandémie Expertise France) et la Professeuse Dora MBANYA (Directrice Générale du CNTS), le 1er décembre 2025

1er La France est le premier partenaire technique et financier du CNTS

7 Partenariats établis entre différents opérateurs français et camerounais ou entre opérateurs camerounais

336 Apprenants camerounais (avec 57% de femmes) ont complètement achevé la formation théorique e-learning

Organisation d'un dialogue régional sur les stratégies nationales pour la biodiversité



Vincent HULIN, ETI auprès du Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique au Canada - Expertise France / MEAE

Vincent HULIN est ETI auprès du Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique avec plusieurs missions, dont celle de participer à la préparation de l'Examen mondial sur la mise en œuvre du Cadre mondial pour la Biodiversité de Kunming-Montréal.

Pouvez-vous nous parler de votre rôle dans l'organisation des dialogues régionaux ?

Pour soutenir les pays dans la mise en œuvre d'actions en faveur de la biodiversité, le Secrétariat organise des dialogues régionaux. Pour trois d'entre eux, dont celui à destination des pays francophones d'Afrique, j'ai été en charge de l'ensemble de l'organisation, de la représentation du Secrétariat et du lien avec les partenaires.

Quel en était l'objectif principal ?

L'objectif était d'informer et de former les participants, de leur permettre d'échanger sur les bonnes pratiques et d'identifier des partenaires potentiels pour les soutenir dans leurs actions.



Quels ont été les principaux enseignements tirés de cette expérience ?

Ce qui m'a frappé, au-delà de la forte motivation collective sur ces sujets, c'est la grande proximité dans les compétences et les besoins des pays de la région. En Afrique de l'Ouest, si les pays ont des compétences importantes dans la protection des forêts et l'utilisation des outils cartographiques, ils ont également un besoin partagé de compétences en restauration écologique.

Quels sont vos futurs projets en lien avec ce type d'événement et pour la suite de la mission ?

De nouveaux dialogues régionaux seront peut-être organisés après la COP17 d'octobre 2026. Dans tous les cas, ces dialogues ont permis de mieux percevoir la situation et les besoins régionaux sur la biodiversité, ce qui sera utile dans le cadre de l'Examen mondial prévu à la COP17.



Crédit : Vincent HULIN

↑ Dialogue régional sur le biodiversité et le rapportage pour les pays francophones d'Afrique, à Yaoundé, septembre 2025



PARTIE III

La valorisation des réseaux d'Experts techniques

L'animation des communautés d'ETI, un mandat du pôle Relations experts

Dans le cadre de la feuille de route du pôle, l'ensemble de l'équipe facilite l'animation des communautés d'experts

L'animation permet non seulement de valoriser et de capitaliser sur les missions d'ETI mais également de créer et renforcer chez les experts et les expertes leur sentiment d'appartenance à une communauté et, de mutualiser leurs expertises et leurs pratiques au bénéfice des partenaires locaux et des commanditaires.

En 2025, l'animation du réseau des ETI s'est déclinée en 3 grands types d'action :

- Suivi d'initiatives externes initiées par des interlocuteurs institutionnels ou par les ETI ;
- Participation à l'animation de groupes de travail de façon transversale entre unités du pôle ou en coopération avec d'autres départements d'EF ;
- Action pro-active pour la mise en place d'espaces de travail dédiés.

Les Journées de l'Expertise technique internationale

La quatrième édition des Journées de l'Expertise technique internationale a réuni, les 28 et 29 août 2025, plus de 250 participants, dont près de 200 experts à l'Institut national du service public (INSP).

Devenu un rendez-vous incontournable de rencontres dédié à la coopération internationale, l'événement a une nouvelle fois convié les primo-partants issus de la session de préparation au départ, également organisée par le pôle Relations experts les deux jours précédents, afin d'assister aux échanges entre experts, commanditaires et partenaires.



« Le positionnement privilégié dont bénéficient les Experts techniques internationaux auprès de nos partenaires est un atout précieux. Il permet de renforcer la relation bilatérale et de mettre en place une relation pérenne et de confiance avec des institutions partenaires. »

Jérémie PELLET

Directeur général d'Expertise France

Ces journées ont été riches en dialogues, tables rondes et ateliers, ayant permis de mettre en lumière la diversité des missions menées sur le terrain. Plus de 150 experts déployés dans 110 pays, sur une variété croissante de secteurs, y compris en zone de crise étaient présents. Les interventions ont notamment souligné l'impact concret de ces actions face aux grands enjeux globaux dans plusieurs domaines : l'agriculture durable, les initiatives portées dans le cadre du programme Global

Gateway de l'Union européenne, ainsi que la santé, marquée par la participation de Mme Akmaral ALNAZAROVA, ministre de la Santé du Kazakhstan.

Au-delà de ces contenus, la venue de ces experts à Paris a constitué un espace de rencontre et de réflexion collective, confirmant leur rôle important dans la mise en œuvre de politiques de coopération durables. Plusieurs témoignages d'expertes et d'experts, accessibles via le Portail de mobilisation, viennent compléter les contributions de cette 4^e édition.



Crédit : Expertise France

« Les experts techniques internationaux sont un relais essentiel pour la France. Vous renforcez nos alliances et faites résonner nos savoir-faire. »

Thani MOHAMED-SOIHILI

Ministre délégué chargé de la Francophonie et des Partenariats internationaux

Les Journées de préparation au départ

Les 26 et 27 août 2025, les Journées de préparation au départ se sont tenues pour la seconde fois au sein des locaux de l'Institut National du Service Public à Paris.



Crédit : Erica OTTO

Organisé par le pôle Relations experts, ce stage vise à faciliter l'intégration des futurs experts techniques internationaux dans leur organisme d'accueil, au sein de l'équipe France et également dans l'écosystème d'Expertise France.

Au programme de ces journées : séquences plénières, ateliers participatifs, mises en situation, temps d'échanges et jeux de rôles. Des formats diversifiés afin de guider les experts à mieux appréhender les subtilités de leur rôle et à se familiariser avec le réseau des acteurs de la coopération française à l'international.

L'édition 2025 a aussi été marquée par la présentation du processus de décentralisation de l'agence par Alisa ROZANOVA, Directrice adjointe du département géographique, une dynamique institutionnelle en cours visant à renforcer le dialogue entre les ETI et ses représentants sur le terrain.

La vingtaine de participants présents cette année ont eu l'opportunité de recevoir la première édition d'un livret d'accueil de l'expert technique international. Regroupant l'ensemble des procédures liées au déploiement et au suivi de mission de l'expert, il a été conçu en collaboration avec les différents départements d'Expertise France impliqués auprès des ETI, notamment la Direction des Ressources humaines, la Direction de la Sécurité des Opérations, la Direction des Systèmes d'Information ainsi que celle de la Communication.

Le succès de cette deuxième édition confirme l'importance de ce stage de préparation comme un temps fort du parcours des experts, désormais outillés et informés pour relever les défis de leur mission respective à venir.



BILAN DES JOURNEES

« Ces Journées de l'Expertise Technique Internationale et les Journées de préparation au départ ont été bien plus que des événements : elles ont incarné l'énergie, l'expertise et l'engagement qui animent ce dispositif au quotidien. »

Carolina BALLESTER

Directrice du Département Coopération bilatérale et Mobilisation de l'expertise

Consolidation du réseau des ETI Enseignement Supérieur et Recherche et « Franco-X »

Lancé en 2023, le groupe de travail réunissant les ETI recteurs et directeurs des principaux campus universitaires franco-pays, dits « Franco-X », est l'un des plus anciens réseaux animés par le pôle Relations experts.

Dynamisé par les recommandations du rapport de Christophe EUZET au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR)*, qui proposait un renforcement des outils de pilotage, de gouvernance et d'évaluation des dispositifs franco-X, leviers stratégiques du rayonnement de la France à l'international, le groupe s'est également fortement structuré en 2025 afin d'intégrer plus largement la trentaine d'experts du pôle dont les missions relèvent de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Trois sous-groupes autonomes ont ainsi été constitués, permettant des espaces de dialogues thématiques dédiés et la production de livrables spécifiques, au cours de réunions régulières :

1. Stratégie et gouvernance des campus franco-X ;
2. Recherche, innovation et partenariats ;
3. Outils durables de coopération universitaire.

Le sous-groupe (1) en particulier, co-animé par les ETI Raphaële GAUTHIER et Jean-Marc LAVEST, s'est consacré à



l'élaboration d'un tableau de bord analytique d'aide au pilotage et à l'évaluation de l'impact des universités franco-X en termes de formation, recherche et partenariats internationaux ; avec l'ambition d'aboutir au développement d'un outil numérique personnalisable permettant de renforcer le pilotage local, justifier les soutiens financiers, et adapter les stratégies aux contextes nationaux tout en répondant aux ambitions françaises.

Finalisés fin juin au cours de deux jours d'atelier à Paris alternant séquences de travail du groupe et temps d'échanges avec les tutelles (MEAE et MESR) et les partenaires (notamment France Universités et l'ADIUT), le guide méthodologique et le catalogue d'indicateurs produits ont été présentés aux JETI 2025.

*[<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/franco-x>].



Mayder MIRANTE-PERE, Chargée de projet au sein de l'unité Continuum éducatif, Culture et Sports

Le Club des ETI Sport au service de l'influence diplomatique, économique et sportive de la France

Depuis 2023, les ETI Sport ont constitué un groupe de travail qui se réunit régulièrement, animé de manière conjointe par le MEAE et le pôle REX, avec Mayder MIRANTE-PERE et Léa LAGESSE.

Ce groupe de travail, renforcé en 2024 dans le contexte des Jeux Olympiques de Paris, a pour objectif d'échanger sur les actualités et les enjeux des missions d'ETI, et de mettre en commun leurs réseaux et expériences. Il se veut être un espace de dialogue et d'échange, afin de favoriser la structuration du réseau et renforcer la position des ETI au sein de l'équipe France.

En juin 2025, Expertise France a eu le plaisir d'accueillir cinq Experts techniques internationaux sur la thématique du sport : Kévin THEZE, Mounir BARBOUCHI, Claude LEGRAND, Olivier SEROT ALMERAS et François BOCKEL, respectivement déployés en Tanzanie, Gabon, Cameroun, et au Sénégal.

Les cinq experts ont souhaité réunir les partenaires français pour le sport dans le cadre d'une séquence consacrée à la présentation du dispositif ETI comme pilier de la coopération sportive internationale de la France.

Ouverte par Jérémie PELLET, Directeur Général d'Expertise France, et Jean-Marc POMMEREY, Délégué adjoint à la délégation pour les Collectivités Territoriales et la société civile (DCTCIV) au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, cette séquence avait pour objectif d'encourager les synergies autour des missions des ETI Sport, véritables capteurs d'opportunités dans les pays qui les accueillent et mobilisés dans l'organisation de grands événements internationaux à venir, comme les Jeux Olympiques de la Jeunesse en 2026 ou encore la CAN 2027 en Afrique de l'Est.

En accompagnant les comités d'organisation, en formant les acteurs locaux, ou en ouvrant des marchés pour les entreprises françaises, les ETI Sport contribuent à structurer une diplomatie sportive de terrain, alignée avec les intérêts économiques, politiques et culturels de la France.



Aurélie COLLADON, Responsable de l'unité Continuum éducatif, Culture et Sports

Lancement d'un groupe de travail Continuum éducatif

Dans la continuité du groupe de travail Langue française actif en 2024, le groupe de travail Continuum éducatif s'est constitué lors des Journées de l'expertise technique internationale d'août 2025, en présence de la sous-direction de la langue française et de l'éducation (LFE) du MEAE.

Destiné aux 80 ETI du Continuum éducatif, ce groupe s'entend comme un espace de rencontre largement ouvert à des profils variés (éducation de base, langue française, enseignement supérieur et recherche, formation professionnelle...) dans l'objectif de partager compétences, expertises et savoir-faire, et mettre en commun des ressources, des contacts et des retours d'expérience.

Afin de permettre des échanges ciblés, 5 sous-groupes ont été constitués, animés par les ETI eux-mêmes, avec l'appui du pôle REX, dont Yurika KOBAYASHI, Alexandra MALJEAN et Sabita MICHARD chargées de projet.



- Impacts du numérique et de l'intelligence artificielle** (dans l'éducation de base, l'ESR, l'enseignement technique et professionnel)
- Formation, professionnalisation et fidélisation** (des enseignants et professionnels du secteur éducatif, de la formation, de l'évaluation)
- Enseignement bilingue francophone et prise en compte du français dans les contextes non francophones** (et articulation avec le français comme langue professionnelle et d'employabilité)
- Enseignement et formation techniques professionnels (EFTP)**
- Financement, employabilité, attractivité et rayonnement** (et relations avec le secteur privé)

Valoriser l'offre française en santé à l'international

À la suite du premier atelier Santé organisé lors des JETI 2025, le réseau ETI Santé a été lancé en novembre 2025 afin de structurer une dynamique collective autour des enjeux de santé mondiale.

Consacré à l'économie de la santé et à la valorisation de l'offre française à l'international, l'atelier, organisé avec deux ETI et le Fédérateur de la santé à l'export (MEAE), lors des Journées de l'expertise a suscité un fort intérêt parmi les participants.

En suivi, le pôle Relations experts a décidé de créer les conditions permettant aux ETI du secteur de mieux se connaître, d'identifier leurs expertises respectives et de favoriser les échanges entre acteurs partageant des problématiques communes. Les premiers travaux du réseau ont ainsi porté sur la présentation des membres, de leurs périmètres d'action et des thématiques sur lesquelles ils interviennent, dans l'objectif de faire émerger des synergies et de partager des bonnes pratiques.



La première réunion du réseau, organisé en novembre 2025 par Laura BUREAU et Madeleine GAL, chargées de projets, a marqué le lancement opérationnel de cette communauté. Les prochaines rencontres permettront d'approfondir la connaissance des écosystèmes dans lesquels évoluent les ETI membres et de mieux comprendre la stratégie française en santé mondiale à laquelle leurs actions contribuent. Un sondage a également été réalisé afin d'identifier les besoins prioritaires des participants et de construire un réseau au plus proche de leurs attentes.



Des COP aux actions sur le terrain

Le groupe d'animation des ETI sur les thématiques climat et biodiversité, créé en 2025, vise à favoriser les échanges entre ETI et acteurs de l'équipe France.

Animé par Thaïs RIGAUX, chargée de projets au sein de l'unité Santé et Développement durable ainsi que référente climat du département CBME, le groupe d'animation s'appuie sur des sessions construites à partir des besoins exprimés par les ETI eux-mêmes.



Retour sur la session concernant la COP30 à Belém au Brésil

En janvier 2026, une session a été organisée avec pour objectif d'échanger sur la stratégie de la France sur le climat et à la COP30 et les perspectives des prochains enjeux climat en 2026 mais également de renforcer les dynamiques d'échanges au sein de l'équipe France. Cette session a permis de dresser un bilan de la COP30 marqué par un contexte international difficile: désengagement des Etats-Unis, recul des ambitions climatiques et faible soumission de contributions nationales (NDC). Les échanges ont réuni autour de la table plusieurs acteurs clés dans les missions des ETI autour de l'ordre du jour suivant :

Thaïs RIGAUX, Chargée de projet au sein de l'unité Santé et Développement durable

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

- Bilan de la COP30
- Focus forêts
- Stratégie française sur le climat
- Perspectives à venir pour les prochaines COP et la Présidence du G7

Experts techniques internationaux

- Retours d'expérience de la COP30 au Brésil
- Perspectives pour la prochaine COP du calendrier - Mongolie

Expertise France

- Positionnement et résultats d'EF à la COP30

Agence française de développement

- Positionnement et résultats de l'AFD à la COP30

Perspectives du groupe des ETI

Les dernières sessions du groupe ont porté sur deux thématiques : la préparation de la prochaine COP biodiversité en Arménie, qui se tiendra à Erevan en octobre, ainsi qu'un échange entre ETI dédié aux mécanismes de financement des forêts. Le groupe a pour objectif de renforcer une véritable dynamique « Equipe France », en favorisant les échanges entre ETI, mais aussi avec les bailleurs. Il vise également à mieux s'approprier la stratégie française afin de pouvoir la porter et l'expliquer sur le terrain. Enfin, il constitue un espace d'entraide et de coordination en amont des grandes échéances internationales.

Communauté Genre : intégrer l'approche Genre dans les missions d'ETI

Le groupe de travail Genre a vu le jour suite à l'édition 2025 des Journées de l'Expertise technique internationale.

Ce groupe de travail répond à une attente forte des ETI d'intégrer l'approche genre dans les missions d'expertise technique, en lien avec la stratégie de diplomatie féministe française. Il a notamment pour objectif de permettre aux ETI de monter en compétences sur la thématique grâce à la mise en réseau et la mise en commun de ressources. Il vise à appréhender les différentes perceptions du genre en fonction du contexte interculturel des pays de déploiement, et d'identifier et de partager des bonnes pratiques et outils afin d'appliquer le genre dans les missions.

Animé par Sarah COULAUD et Axelle GRUSON, chargées de projet au sein du

pôle Relations experts, le groupe de travail mobilise une cinquantaine d'ETI déployés dans des domaines et des géographies très variés, témoignant ainsi du caractère transversal des enjeux de genre.

Une première réunion de cadrage du groupe de travail a eu lieu en novembre 2025 afin de recenser les attentes, besoins et expertises déjà existantes au sein de la communauté des ETI. Pour 2026, il est prévu l'organisation de plusieurs sessions en plénière afin de faire monter en compétences les ETI sur les questions de genre et la formation de sous-groupes thématiques pour approfondir les échanges.

Quels mots vous viennent à l'esprit quand on vous parle de "genre" ?



Sarah COULAUD & Axelle GRUSON, Chargées de projet au sein de l'unité Gouvernance

Porter la voix de l'expertise française en agriculture durable

Dans un contexte marqué par un regain d'engagements en faveur de la nutrition, l'atelier thématique consacré à l'agriculture durable lors des JETI a réuni 25 experts et donné naissance à une nouvelle communauté.

Un espace d'échanges

Dans la dynamique du Sommet Nutrition for Growth (N4G) organisé à Paris en mars, ainsi que dans la perspective de révision de la stratégie internationale de la France pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable, cet atelier a constitué un espace d'échange privilégié entre ETI et acteurs institutionnels français. Grâce à la mobilisation de Marie-Caroline DODÉ (FAO, Italie), Benoît FAUCHEUX (Banque mondiale, Sénégal), Pierre HAAS (CEDEAO, Nigéria), Marie-Christine MONNIER (FAO, Italie) et Jean-Luc PAUL (Sokoine University of Agriculture, Tanzanie), quatre invités ont permis d'enrichir les réflexions :

- Clara PACHECO (MEAE) a présenté les principaux axes de la stratégie française et le rôle des ETI au cœur de celle-ci ;
- Hubert COCHET (AgroParisTech) a exposé les conditions de réussite d'une transition vers une agriculture plus durable ;
- Jean-René CUZON (AFD) a abordé la question de l'intégration des enjeux climat et biodiversité dans les projets de développement liés à l'agriculture ;
- Olivier LEPILLER (CIRAD) a quant à lui présenté le projet MAHDIA, illustration d'une initiative réussie articulant résilience alimentaire et nutrition.



L'approche française

Cet atelier a permis de souligner la pertinence d'une approche systémique des enjeux agricoles et alimentaires, tout en mettant en avant l'expertise française en la matière. Ces interventions ont également démontré la place centrale de l'agroécologie et de l'agriculture familiale pour une transition vers des systèmes alimentaires durables, à la croisée de tous les enjeux.

Structuration d'un réseau d'ETI engagés

En tant que relai privilégié entre les sphères scientifiques, académiques, politiques et acteurs de terrain, l'atelier a mis en évidence le rôle déterminant des ETI dans la mise en œuvre de la stratégie française et la promotion de l'expertise nationale. Au regard de l'intérêt des ETI présents, un nouveau réseau a été créé pour renforcer les synergies et les collaborations sur le sujet. Une première réunion de cette communauté s'est ainsi tenue en novembre, marquant le lancement opérationnel de l'initiative.

Claire VOISINE, Chargée de projet au sein de l'unité Santé et Développement durable

Répondre aux défis rencontrés sur le terrain dans les Outre-mer

Le groupe de travail Outre-mer a vu le jour à la suite des Journées de l'Expertise technique internationale 2025 et est né d'une volonté des experts et expertes techniques de créer du lien et de répondre collectivement aux défis qu'ils rencontrent sur le terrain.

Réunissant une quinzaine d'assistants techniques déployés dans huit territoires ultramarins, ce groupe a pour objectifs de leur permettre de réfléchir sur plusieurs aspects de leurs missions, de favoriser le partage d'information et de connaissance et de mettre à disposition des outils facilitant l'exécution des missions et la prise de poste des nouveaux experts et expertes techniques.

A l'issue d'une première réunion de cadrage en novembre 2025, deux sous-groupes ont été créés, l'un ayant pour but d'affiner la posture et les modalités de travail des assistants et assistantes techniques, l'autre visant à apporter une réflexion sur le cadre d'animation et de suivi des COROM (Contrat de redressement en Outre-mer). Les sujets abordés portent notamment sur le rôle des experts et expertes techniques, leur positionnement, l'environnement institutionnel, la gouvernance des COROM et les modalités et leviers de mise en œuvre.

Photographie aérienne du boulevard de Basse-Terre, offrant une vue sur la mer, le littoral et le paysage urbain du territoire guadeloupéen



Axelle GRUSON, Chargée de projet au sein de l'unité Gouvernance

Animer la communauté des ETI grâce aux missions terrain

Dans le cadre du mandat d'Expertise France relatif à la gestion des ETI/Experts outremer/END, les chargés de projets sont amenés à rencontrer les experts, ainsi que, lorsque cela est pertinent, les organismes d'accueil et les ambassades et les Représentations permanentes.

Ces échanges permettent de mieux appréhender les missions de chacun et chacune ainsi que les différents contextes d'intervention. Les déplacements sur le terrain permettent d'atteindre plusieurs objectifs complémentaires :

- Renforcer la compréhension des missions par les CP qui les suivent pendant plusieurs années, au plus près des réalités ;
- Mieux faire connaître le dispositif ETI et le rôle d'Expertise France ;
- Développer le sentiment d'appartenance des ETI à Expertise France, en leur donnant une meilleure visibilité et compréhension du fonctionnement et des mécanismes de l'Agence, leur permettant ainsi de s'en faire des relais efficaces ;
- Susciter la venue de délégations des organismes d'accueil des ETI, contribuant ainsi à valoriser Expertise France et à resserrer les liens entre les organismes d'accueil et l'Agence.

Valorisation du dispositif ETI pour le 30^e anniversaire du Collège juridique franco-roumain

Début juillet 2025, Gwenola BRAUD, responsable d'unité, et Vanessa GILLES, chargée de projets au sein du pôle Relations experts d'Expertise France, se sont rendues à Bucarest afin d'assurer le suivi et la valorisation du dispositif ETI en Roumanie, mais également de répondre à l'invitation d'Elena PACEA, ETI Secrétaire générale du Collège juridique franco-roumain, à participer au colloque anniversaire des 30 ans du Collège.



Crédit : Expertise France

Lors de cette mission, l'équipe a pu rencontrer quatre ETI mobilisés auprès de diverses institutions roumaines et également consolider les relations avec les partenaires locaux, en lien avec l'ambassade de France.

Elles ont pu également échanger avec trois organismes d'accueil des ETI : le Conseil national de l'Audiovisuel (« CNA »), le Centre national pour le développement de l'enseignement professionnel et technique, ainsi que le ministère du Développement, des Travaux publics et de l'Administration.

Ces rencontres ont permis d'évaluer l'impact concret des experts déployés sur place, et d'identifier les leviers pour renforcer encore davantage la coopération bilatérale. Les responsables rencontrés soulignent tous l'appui essentiel apporté par les Experts et la qualité du travail réalisé. Par ailleurs, Expertise France a été représentée aux 30 ans du Collège juridique franco-roumain, fleuron de la coopération entre nos deux pays, une occasion privilégiée de mettre en lumière le dispositif ETI et de réaffirmer l'importance des liens entre la France et la Roumanie dans le domaine juridique.

Le rôle central du Collège dans l'intégration européenne de la Roumanie a été souligné de même que la qualité du réseau alumni qui compte en son sein d'anciens étudiants qui occupent désormais des postes aussi prestigieux que celui de juge à la CIJ, ou au tribunal de l'UE. L'engagement et le travail d'Elena PACEA, qui a terminé sa mission d'ETI en août dernier, ont également été salués.

Enfin, la mission a également permis de rencontrer M. Julien CHIAPPONE-LUCCHESI, COCAC et les attachés concernés. Les échanges ont permis de renforcer la synergie entre les acteurs engagés au sein du dispositif ETI et d'assurer un meilleur suivi. De précieux témoignages ont été collectés auprès des experts, qui confirment l'efficacité et la pertinence de leur action sur le terrain.



Crédit : Expertise France

Vanessa GILLES, Chargée de projet au sein de l'unité Continuum éducatif, Culture et Sports

Agir ensemble pour l'océan : retour sur l'UNOC 3 à Nice



Crédit : Expertise France

La 3^e Conférence des Nations Unies sur l'Océan (UNOC 3), co-organisée par la France et le Costa Rica, s'est tenue à Nice du 9 au 13 juin 2025. Cet événement d'envergure mondiale visait à renforcer la mise en œuvre de l'Objectif de Développement Durable n°14 (ODD 14), dédié à la préservation de l'environnement marin.

Durant cinq jours, responsables politiques, scientifiques, représentants d'ONG, institutions internationales, collectivités et acteurs privés ont échangé autour de solutions concrètes face à l'urgence océanique. Trois priorités structuraient les débats :

- Faire progresser les processus multilatéraux liés à la gouvernance des océans
- Mobiliser des financements ambitieux au service de l'ODD 14
- Renforcer et partager les connaissances scientifiques sur les milieux marins.

À cette occasion, Thaïs RIGAUX et Hana BEN YOUNES, chargées de projets au sein de l'Unité Développement Durable et Santé ont représenté le pôle Relations experts. Leur présence sur place visait à :

- Promouvoir l'ancrage des actions des ETI dans le cadre Equipe France
- Favoriser leur mise en réseau avec les acteurs institutionnels clés (MEAE, directions techniques, etc.)
- Porter la voix du pôle REX au plus près du terrain

Une dizaine d'experts techniques internationaux, présents aux côtés de leurs organismes d'accueil, ont activement contribué aux échanges tout au long de l'UNOC. Leur participation a permis de faire rayonner les valeurs d'Expertise France dans le domaine : expertise, engagement, et contribution concrète à une transition bleue durable et inclusive.

La mobilisation conjointe des ETI, du MEAE, de l'AFD et de nombreux partenaires incarne la force du collectif Équipe France, unie autour d'un objectif commun : agir pour l'océan.



Crédit : Expertise France

Cette dynamique illustre pleinement la valeur ajoutée du dispositif des experts techniques internationaux. En s'inscrivant dans des processus diplomatiques de long terme, les ETI participent activement à la construction de réponses durables face aux enjeux océaniques, climatiques et de biodiversité.

Un grand merci à tous les experts mobilisés, avant et pendant cette conférence, pour leur engagement sans faille.



Crédit : Expertise France



Crédit : Expertise France

Thaïs RIGAUX, Chargée de projet au sein de l'unité Santé et Développement durable

ETI dans les Balkans occidentaux : retour sur le séminaire régional

Les 3 et 4 décembre 2025, les ETI déployés par Expertise France dans les Balkans occidentaux et en Moldavie se sont réunis à Skopje, en Macédoine du Nord, à l'occasion d'un atelier régional. Cette rencontre a rassemblé le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, la Direction générale du Trésor, le Secrétariat général des affaires européennes (SGAE), le réseau diplomatique, l'AFD ainsi que la Délégation de l'Union européenne en Macédoine du Nord, illustrant une mobilisation collective forte en faveur de la région.

Un séminaire pour renforcer la coordination et capitaliser sur l'expérience de terrain

Ces deux journées avaient pour objectifs :

- d'alimenter la réflexion collective sur les **enjeux de l'élargissement européen**
- de **valoriser le retour d'expérience des ETI**, au plus près des processus de réforme
- de renforcer l'**articulation des outils français et européens de coopération**
- Identifier des **pratiques communes** afin de consolider le réseau régional.

Les échanges ont permis d'approfondir l'analyse des programmes de réforme en cours, notamment dans le cadre du plan de croissance de l'UE, et de mettre en avant la contribution essentielle des ETI déployés par Expertise France aux côtés de l'Équipe France.

Le dispositif ETI, au cœur de l'appui français aux réformes

Le dispositif ETI, financé principalement par le MEAE, la DG Trésor et l'AFD, est mis en oeuvre par Expertise France, qui

Sandra LAVANANT, Chargée de projet au sein de l'unité Gouvernance

Crédit : Expertise France



assure le déploiement et l'accompagnement des experts. Dans les Balkans occidentaux et en Moldavie, une vingtaine d'ETI apportent leur appui aux administrations partenaires dans la conduite des réformes nécessaires à la perspective d'adhésion à l'Union européenne, et inscrivent leur action dans les orientations de la Stratégie française pour les Balkans occidentaux adoptée en 2019.

Véritables relais opérationnels, les ETI mettent l'expertise française au service des besoins locaux, en cohérence avec les objectifs de convergence et d'intégration portés par la France et l'Union européenne.



Crédit : Expertise France

« La France consolide et renforce la cohérence de son action dans les Balkans occidentaux en mobilisant conjointement l'expertise des Experts Techniques Internationaux, des projets conduits par Expertise France et les leviers financiers du Groupe AFD, dans le cadre de la mise en oeuvre de la Stratégie interministérielle pour les Balkans occidentaux.

Cette approche coordonnée nous permet d'offrir des réponses sur mesure aux attentes de nos partenaires, tout en accompagnant activement leur rapprochement avec l'Union européenne. »

Christophe LE RIGOLEUR

Ambassadeur de France en Macédoine du Nord



Crédit : Expertise France

« La connaissance fine que les ETI ont des enjeux, des acteurs et des agendas de réforme est un vecteur d'opportunités pour articuler toujours plus étroitement les réponses françaises et européennes, à la fois en termes de financement et d'accompagnement technique. Une contribution qui confirme toute la pertinence et l'utilité du dispositif ETI. »

Carolina BALLESTER

Directrice du Département Coopération bilatérale et Mobilisation de l'expertise

Le Portail de mobilisation de l'expertise à l'international

Lancé en septembre 2023 à l'occasion des Journées de l'expertise technique internationale, le portail de mobilisation de l'expertise à l'international s'inscrit progressivement comme un outil clé au service du déploiement des experts, dans la dynamique portée par Expertise France. Depuis, il gagne en maturité et, en 2025, devient un point d'appui pour mieux informer et accompagner les expertes et les experts, qu'ils envisagent une première mission ou qu'ils soient déjà en poste.

Pensé pour répondre aux besoins concrets des experts, il centralise les informations essentielles à la mobilisation : opportunités de mission, dispositifs existants, conditions de déploiement, cadres contractuels, ainsi que témoignages et retours d'expérience. Par ailleurs, au-delà de sa fonction d'information, le portail favorise la mise en réseau des acteurs. Grâce à son extranet « Mon espace membre », il fédère une communauté de près de 430 experts, encourage les échanges entre pairs et valorise les initiatives de terrain. Ouvert aux administrations centrales, au réseau diplomatique, aux partenaires et à l'ensemble de l'Équipe France, il renforce les interactions au sein du réseau et facilite la circulation de l'information.

Ainsi, cette plateforme contribue à rendre l'expertise française plus visible, plus accessible et mieux connectée. Dans un contexte de besoins croissants en expertises pointues, sur des thématiques et dans des zones géographiques variées, elle participe également à mieux répondre aux attentes des pays partenaires, tout en valorisant les parcours professionnels des expertes et experts déployés.



ME PORTAIL DE MOBILISATION DE L'EXPERTISE À L'INTERNATIONAL



La lettre d'information du pôle Relations experts

Depuis 2021, le pôle Relations experts publie chaque mois une lettre d'information consacrée aux actualités de ses activités et actions menées sur le terrain. Elle met en avant des expertises variées et permet aux experts de valoriser leurs missions, leurs partenaires ainsi que les thématiques sur lesquelles ils interviennent. Diffusée à plus de 2 220 destinataires, elle étaye la visibilité croissante du dispositif d'expertise technique internationale.

La lettre d'information soutient activement la promotion des offres d'expertise. Envoyée auprès des experts, du réseau diplomatique, des partenaires institutionnels, du groupe AFD, elle contribue à renforcer la diffusion et la lisibilité des opportunités disponibles. L'inscription est possible via un lien dédié ou un QR code.

[Inscrivez-vous à la lettre d'information :](#)



PERSPECTIVES

Les objectifs pour 2026



Carolina BALLESTER

*Directrice du département Coopération bilatérale et
Mobilisation de l'expertise*



Pour finir, comment imaginez-vous l'horizon du dispositif pour l'année 2026 ?

2025 restera comme l'année où le dispositif a atteint des niveaux inédits en nombre d'experts mobilisés. Avec 480 experts techniques déployés dans plus de 100 pays et des résultats tangibles dans des domaines aussi variés que la gouvernance, l'éducation, la santé, le climat ou la diplomatie économique, le bilan est historique. Ces succès sont d'abord le fruit du travail des expertes et experts, dont le professionnalisme, l'adaptabilité et l'engagement ont permis de transformer des missions ambitieuses en réalisations concrètes. Ils sont aussi le résultat de l'implication des commanditaires, qui en assurent le financement, l'orientation stratégique et le suivi. Enfin, les équipes du pôle Relations Experts ont joué un rôle clé en développant, structurant et valorisant ce réseau, pour en faire un outil efficace de la coopération française.

Ce rapport en témoigne avec éloquence. Les missions des ETI en offrent de nombreux exemples : développement de partenariats universitaires comme à l'Université franco-azerbaïdjanaise (UFAZ), où l'expertise française a structuré la recherche et la formation ; appui à la création d'entreprises en Zambie dans le secteur des produits forestiers non ligneux ; renforcement de la connectivité en Arménie avec le corridor autoroutier nord-sud ; promotion de la langue française au Qatar, où le nombre d'apprenants a augmenté de 141 % ; conservation du patrimoine culturel au Pakistan, avec la finalisation du plan de gestion du Musée de Lahore et des actions de conservation d'urgence sur le site de Makli ; structuration de la coopération spatiale franco-américaine avec la création du programme Texas-France Space Hub ; ou encore l'organisation en Australie d'une conférence scientifique pour connecter les chercheurs franco-australiens et préparer des recommandations stratégiques pour la COP31.

Ces réalisations illustrent la richesse et la diversité des missions et des géographies d'intervention des experts techniques, ainsi que leur impact durable sur le terrain.

En 2026, le contexte évolue. Les premiers signes d'un ralentissement apparaissent, et les contraintes budgétaires, couplées aux échéances électorales à venir, annoncent une période plus mesurée. Dans ce cadre, les ETI restent un outil essentiel pour mener à bien les missions de coopération internationale. Leur capacité à incarner l'expertise française sur des sujets clés, à structurer des partenariats concrets et à créer des opportunités pour les institutions et les entreprises françaises en fait un levier opérationnel majeur.

Pour s'adapter à ces évolutions, Expertise France, aux côtés de ses commanditaires, poursuivra son travail d'animation et de suivi des missions, afin d'en garantir la qualité et la crédibilité. Cela passera par une valorisation systématique des résultats, comme avec le Portail de mobilisation de l'expertise, qui fédère désormais près de 430 experts, les Journées de l'Expertise Technique Internationale, devenue un rendez-vous incontournable pour échanger et capitaliser et la mise en place de la feuille de route « Animation » qui a donné lieu à la création de jusqu'à 14 communautés thématiques et géographiques de pratiques. Cela impliquera aussi une intégration renforcée des ETI dans l'écosystème de l'Equipe France, pour optimiser leur efficacité sur le terrain.

En conclusion, 2025 a marqué un tournant pour le dispositif des ETI, avec une mobilisation sans précédent et des réalisations concrètes. Alors que 2026 sonne le début d'une nouvelle étape, nous restons mobilisés pour poursuivre cette dynamique, avec la même exigence et le même engagement. Rendez-vous l'année prochaine pour découvrir de nouveaux témoignages et illustrations des réalisations des experts techniques.



Sigles

AFD : Agence française de développement

ANMO : Afrique du Nord et Moyen-Orient

CBME : Département Coopération bilatérale et Mobilisation de l'expertise

DGT : Direction générale du Trésor

END : Experts Nationaux Détachés

ETI : Experts Techniques Internationaux

ICC : Industries culturelles et créatives

MEAE : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

REX : Relations experts

SCAC : Service de Coopération et d'Action Culturelle

Remerciements

La mise en œuvre du dispositif d'expertise technique internationale est assurée grâce à l'appui de l'ensemble des services d'Expertise France : les départements techniques, la direction de la sécurité des opérations, la direction des ressources humaines et en particulier le pôle mobilité internationale. L'équipe du pôle REX remercie l'ensemble des collègues mobilisés pour leur soutien et la qualité de notre collaboration.

Tous nos remerciements à l'ensemble des contributeurs, experts, commanditaires, partenaires, membres de l'équipe du pôle, pour leur engagement quotidien et pour la richesse de leur contribution.

Ce rapport a été réalisé sous la direction de Carolina BALLESTER, Directrice de département, et de Virginia MANGEMATIN, Responsable de pôle, par Aurélie COLLADON, Responsable d'unité, Sarah COULAUD et Thaïs RIGAUX, Chargées de projets, Khokha AMEZA, Assistante de projets et Kim BEARD, Stagiaire communication et animation du réseau des experts techniques.